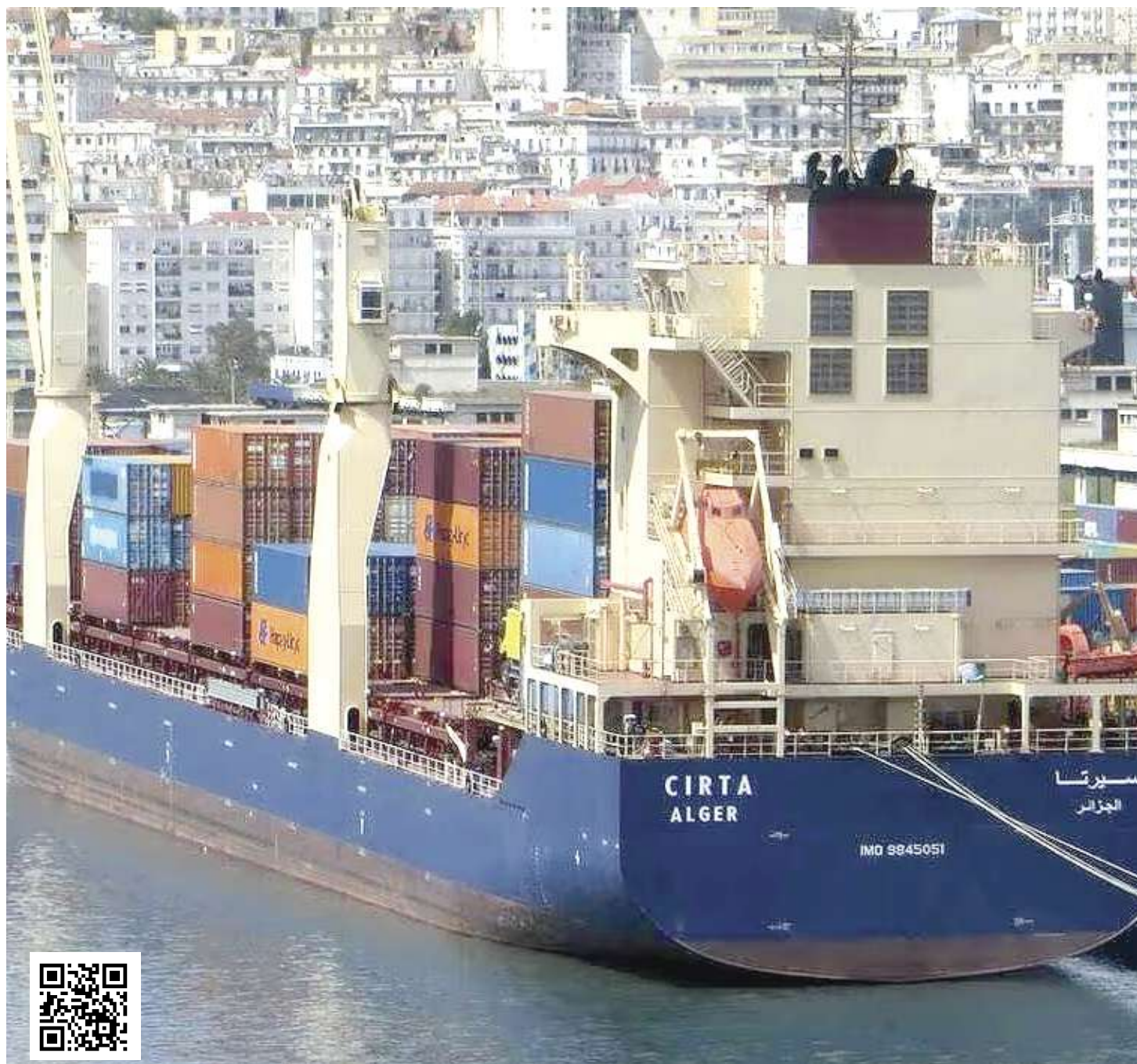


TRANSPORT

Un plan pour moderniser la flotte maritime

Dans le cadre d'une vision globale visant à renforcer les capacités du transport maritime, secteur crucial pour l'économie nationale, le ministre des Transports, Mohamed Lahbib Zahana, a annoncé un projet ambitieux de modernisation de la flotte maritime algérienne d'ici à 2035. Ce projet répond à des enjeux économiques stratégiques, notamment en raison de la dépendance de l'Algérie au commerce extérieur et de la nécessité de moderniser ses infrastructures maritimes. P 3



MARCHÉ DU GNL

Vers une hausse de la demande mondiale durant l'hiver

Les dernières prévisions du marché du gaz naturel liquéfié (GNL) indiquent une dynamique croissante de la demande pour l'hiver 2024-2025, avec une nette domination des marchés asiatiques, notamment de la Chine et de la Corée du Sud. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », cette demande est principalement alimentée par le besoin en électricité dans ces pays, où l'utilisation du GNL est essentielle pour satisfaire les besoins énergétiques des grandes villes et des industries.

P 2

SOLIDARITÉ NATIONALE

Distribution de plus de 185.000 trousseaux scolaires



La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a fait savoir, hier à Boumerdes, que depuis août dernier, plus de 185.000 trousseaux scolaires ont été distribués à travers le pays dans le cadre de la solidarité nationale.

P 5

CAMPAGNE DES LABOURS- SEMAILLES 2024/2025

L'OACI lance un appel aux agriculteurs

L'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaci) a appelé les agriculteurs à se rapprocher des coopératives de céréales et de légumineuses en vue d'acquies des intrants agricoles, en prévision du lancement de la campagne des labours et semailles 2024/2025.

P 3

INNOVATION

**La "SATIM" accompagne un
"Hackathon" du club scientifique
de l'Université de Blida** P 2

PROGRAMME D'ÉCHANGE

**Des représentants de 60 start-
up algériennes en visite aux
Etats-Unis et en Chine** P 4

ENERGIE RENOUVELABLES

**Le CDER obtient
d'Algerac l'accréditation
relative aux chauffe-
eaux solaires** P 5

SALON INTERNATIONAL
DES FAÇADES, FENÊTRES
ET PORTES

**La 6^e SIFFP
s'ouvre à Alger
avec la
participation
de 80
exposants**

La 6e édition du Salon international des façades, fenêtres et portes (SIFFP) s'est ouverte, dimanche au Palais des expositions "SAFEX" (Pins Maritimes, Alger), avec la participation de plus de 80 exposants dont 20 étrangers. Cet évènement économique qui s'étend jusqu'au 25 septembre, réunit des opérateurs locaux et étrangers de pays européens, africains et asiatiques, dont la Tunisie, la Turquie, la Chine, l'Allemagne et l'Italie, actif dans le domaine des matières premières, de la boiserie, de la menuiserie, des équipements, des outils et des machines, de l'automatisme et des technologies. Cette manifestation vise à promouvoir les activités liées aux portes, fenêtres et façades en mur-rideau, et à drainer les technologies internationales modernes dans les domaines économique et de l'automatisme, a indiqué à l'APS Othmane Benaldi, chargé de Marketing à l'entreprise "FFP Events" organisatrice du Salon. En plus d'être une occasion pour promouvoir l'investissement et la création d'emplois dans ce domaine, ce Salon est aussi une plateforme où sont exposés les techniques et matériels modernes utilisés. Plusieurs workshops sur le bon montage des portes et des fenêtres seront organisés, selon les organisateurs.

MARCHÉ DU GNL

Vers une hausse de la demande mondiale durant l'hiver

Les dernières prévisions du marché du gaz naturel liquéfié (GNL) indiquent une dynamique croissante de la demande pour l'hiver 2024-2025, avec une nette domination des marchés asiatiques, notamment de la Chine et de la Corée du Sud. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », cette demande est principalement alimentée par le besoin en électricité dans ces pays, où l'utilisation du GNL est essentielle pour satisfaire les besoins énergétiques des grandes villes et des industries.

Par Mourad A.

Le marché mondial du GNL semble donc se diriger vers une période de forte demande, où l'Asie et l'Europe seront en concurrence pour sécuriser leurs approvisionnements. Les prix pourraient grimper en fonction des tensions géopolitiques, des aléas climatiques et des interruptions potentielles dans la chaîne d'approvisionnement. En Corée du Sud, les importations de GNL ont atteint 61 milliards de mètres cubes en 2023, illustrant la dépendance de ce pays à ce combustible pour équilibrer ses objectifs énergétiques et environnementaux tout en cherchant à réduire ses émissions. La Chine, quant à elle, continue de dominer le marché mondial du GNL, ayant importé près de 38,69 millions de tonnes au cours du premier semestre 2024. Cependant, bien que la demande chinoise reste forte, son rythme de croissance devrait ralentir légèrement par rapport aux années précédentes. En revanche, l'Europe prévoit une baisse des importations de GNL cet hiver, notamment dans le nord-ouest du continent et en Italie, en raison de stocks plus élevés et de la concurrence accrue avec des marchés asiatiques.

Néanmoins, l'Europe pourrait se retrouver dans une situation tendue d'ici mars 2025, en raison d'une combinaison de facteurs : la baisse des stocks, un hiver potentiellement rigoureux et la concurrence asiatique pour les cargaisons disponibles. Cette situation pourrait entraîner une flambée des prix, alors que les deux continents se disputeront les expéditions de GNL nécessaires pour répondre à la demande croissante en chauffage et en électricité. Parallèlement, l'Égypte, confrontée à une baisse de sa production nationale de gaz, a dû reprendre ses importations de GNL après une pause de plusieurs années. Pour satisfaire ses besoins énergétiques domestiques, en particulier pour la production d'électricité, l'Égypte prévoit d'importer plus de 50 cargaisons d'ici la fin 2024, marquant ainsi un retour significatif sur le marché international du GNL. Le climat joue également un rôle crucial dans cette équation. Si l'hiver s'avère plus froid que prévu en Asie et en Europe, la demande de GNL pourrait encore augmenter, obligeant les deux continents à puiser massivement dans leurs réserves et à intensifier la concurrence pour obtenir des cargaisons supplémentaires. Les États-Unis, en tant que grand producteur de GNL, joueront un rôle clé pour répondre à cette demande crois-

sante, notamment grâce à de nouveaux projets de production et à la reprise des opérations dans des ports comme celui de Freeport au Texas. La hausse de la demande mondiale de GNL pourrait offrir d'importantes opportunités à l'Algérie, l'un des plus grands producteurs et exportateurs de gaz naturel. Face à la concurrence croissante en Asie et en Europe, l'Algérie pourrait tirer profit de ses capacités d'exportation pour répondre à la demande accrue, en particulier de la part des marchés européens cherchant à diversifier leurs sources d'approvisionnement. De plus, sa proximité géographique avec l'Europe lui permet de proposer des prix compétitifs et de réduire les délais de livraison. La montée des prix du GNL, associée à une demande accrue, pourrait également offrir à l'Algérie une marge de manœuvre financière pour augmenter ses recettes d'exportation, renforçant ainsi son économie. Si le pays parvient à capitaliser sur cette dynamique en augmentant ses capacités de production et d'exportation, il pourrait non seulement accroître ses parts de marché, mais aussi devenir un acteur incontournable dans la sécurisation des approvisionnements énergétiques en Europe et en Asie.

INNOVATION

La SATIM accompagne un «Hackathon» du club scientifique de l'Université de Blida

La Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (SATIM) a accompagné un "Hackathon" organisé par le club scientifique "IT Community" de l'Université Saâd-Dahlab de Blida en vue d'encourager l'innovation et le développement technologique au sein de la communauté étudiante, a indiqué un communiqué de la compagnie. Cette compétition, sponsorisée par la SATIM en partenariat avec la Banque de développement local (BDL) et la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), a été organisée par le club scientifique "IT Community" de l'Uni-

versité de Blida du 19 au 21 septembre courant au niveau du "Higher Institute of Sciences" de Bordj El-Kiffan, a précisé la même source. Cet évènement s'inscrit dans "une démarche proactive visant à encourager l'innovation et le développement technologique au sein de la communauté étudiante", a ajouté le communiqué. Le Hackathon "Hack-wave" a offert aux participants une expérience immersive où l'imagination et la technologie se rencontrent. Les équipes ont eu l'opportunité de collaborer, de partager des idées et de développer des projets concrets qui répondent aux problématiques relatives aux pro-

cessus de SATIM, a fait savoir également la société. Dans ce cadre, les participants se sont lancés dans des défis stimulants, exploitant leur expertise pour résoudre des problèmes complexes rencontrés par la SATIM, visant à automatiser les systèmes et repousser les frontières de la technologie. Selon la société, cet évènement s'est déroulé dans une ambiance "électrique et un esprit collaboratif", soulignant que "les équipes étaient orientées, soutenues et coachées par des ingénieurs expérimentés de la SATIM, démontrant ainsi la volonté de faire évoluer l'écosystème numérique local, en supportant l'émergence de nou-

velles idées, ainsi que des jurys experts de la société évaluant les solutions innovantes répondant aux optimisations des processus". Le club "IT Community", fondé en 2016 par des étudiants passionnés de l'Université Saâd-Dahlab de Blida, a pour mission de promouvoir l'informatique et les technologies numériques, l'intelligence artificielle et le data science. Cette année, il a organisé la deuxième édition de son Hackathon où les participants ont eu l'occasion de relever des défis autour de thématiques spécifiques, a-t-on rappelé de même source.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TRANSPORT

Un plan pour moderniser la flotte maritime

Dans le cadre d'une vision globale visant à renforcer les capacités du transport maritime, secteur crucial pour l'économie nationale, le ministre des Transports, Mohamed Lahbib Zahana, a annoncé un projet ambitieux de modernisation de la flotte maritime algérienne d'ici à 2035. Ce projet répond à des enjeux économiques stratégiques, notamment en raison de la dépendance de l'Algérie au commerce extérieur et de la nécessité de moderniser ses infrastructures maritimes.

Par Mourad A.

Le ministre Zahana a expliqué, lors d'une journée d'étude dédiée à la numérisation des procédures douanières, que cette initiative vise à revitaliser un secteur en difficulté, essentiel pour la croissance économique. La modernisation de la flotte ne se limitera pas à l'acquisition de nouveaux navires, mais inclura également la rénovation des navires existants, dans le cadre d'une réforme plus vaste des infrastructures portuaires. Le Groupe algérien de transport maritime (Gatma), chargé des opérations maritimes, a déjà entamé l'acquisition de trois grands navires vraquiers, d'une capacité de 55 000 à 60 000 tonnes, financés par un prêt de 20 milliards de dinars. Un des piliers de cette stratégie est la digitalisation. Le ministre a souligné l'importance de la mise en place d'une infrastructure numérique intégrée, visant à relier les acteurs du secteur

maritime, comme les douanes et les opérateurs portuaires, pour accélérer les opérations et améliorer la compétitivité. L'interconnexion entre le système douanier (ALCES) et celui des ports (APCS) permettra de fluidifier les opérations de dédouanement, tout en réduisant les délais et les coûts. De plus, l'Algérie souhaite aligner ses pratiques sur les standards internationaux. Le ministre Zahana a insisté sur l'adoption de normes mondiales afin de positionner l'Algérie comme un acteur majeur du commerce maritime. Cela inclut la modernisation des gares maritimes et l'optimisation des services aux passagers, afin de rendre l'expérience de voyage plus fluide et agréable. Cette approche globale s'inscrit dans la dynamique internationale, avec des projets d'ouverture de nouvelles lignes maritimes vers des marchés prometteurs comme le Qatar et l'Arabie Saoudite. Le Président Abdelmadjid Tebboune a égale-

ment joué un rôle clé dans cette réforme en ordonnant une enquête pour responsabiliser les acteurs du secteur et améliorer l'état des infrastructures maritimes. Il a exigé une révision profonde de la gestion du transport maritime et a ordonné la fusion des sociétés CNAN Med et CNAN Nord pour une meilleure structuration de ce secteur. Le chef de l'État a réaffirmé l'importance de cette modernisation, indispensable pour accroître la part de marché de l'Algérie sur la scène maritime mondiale. En combinant réformes structurelles, investissements dans les infrastructures et transformation numérique, ce plan vise à renforcer la position de l'Algérie à l'échelle internationale et à stimuler son économie. L'amélioration de la gestion du fret, la réduction des délais d'attente dans les ports, ainsi que l'optimisation des services aux passagers devraient avoir des répercussions significatives sur la compétitivité du secteur maritime algérien.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Lancement de l'opération d'interconnexion entre l'ALCES et l'APCS

Un protocole d'accord entre la Direction générale des Douanes (DGD) et le Groupe des services portuaires "Serport" a été signé, samedi à Alger, pour le lancement de l'opération d'interconnexion entre le nouveau système d'information des Douanes (ALCES) et la plateforme numérique de la communauté portuaire (APCS). Le protocole a été signé par le Directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouch, et le Directeur général de "Serport", Karim Eddine Harkati, au terme d'une journée d'information sur "l'interopérabilité de l'ALCES et l'APCS", en présence des ministres des Transports, Mohamed El-Habib Zahana, des Finances, Laaziz Faïd, et de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa. Dans une allocution

prononcée à l'occasion, M. Faïd a affirmé que l'interconnexion de ces deux systèmes constituait une "priorité capitale", eu égard à ses avantages à même de contribuer à la numérisation de toutes les formalités de dédouanement des marchandises parallèlement à l'évolution du processus de transition numérique au sein des Douanes algériennes. Rappelant que la collaboration entre les services des Douanes et ses différents partenaires était basée sur l'échange de connaissances et d'expertises outre l'interconnexion, M. Faïd a indiqué que le renforcement de cette collaboration constituait "une nécessité pour la promotion du service public et la simplification des procédures administratives". De son côté, M. Zahana a souligné l'importance de l'interconnexion du système d'infor-

mation des Douanes et de la plateforme de "Serport". Cette opération permettra, selon le ministre, aux services des secteurs du commerce et de l'agriculture ainsi qu'aux Douanes de parachever les différentes formalités dans "un bref délai" en accélérant l'envoi des documents. Il a, dans ce sens, fait état du développement par son département d'"une vision globale devant assurer la numérisation du secteur des transports (transports maritime, aérien, terrestre et ferroviaire) à travers la création d'une structure digitale et informatique forte, intégrée et fiable, tout en formant la ressource humaine en la matière". Dans son allocution, le général-major Bakhouch a souligné que l'interconnexion entre l'ALCES et l'APCS s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre des orientations

des hautes autorités du pays, visant à imprimer une fluidité au traitement des marchandises au niveau des ports, à accélérer les délais de transit et à y réduire les embouteillages. Pour sa part, M. Harkati a fait savoir que l'APCS avait été créée par des compétences algériennes, en vue d'améliorer le transit des marchandises, de contribuer à la réduction du temps d'immobilisation des navires et, par extension, des pénalités de retard, ce qui profitera à l'économie nationale et au Trésor public. Aussi, a-t-il précisé que le réseautage avec le nouveau système des douanes sera parachevé "dans les plus brefs délais", ce qui permettra aux opérateurs de suivre en temps réel et en toute transparence les opérations logistiques portuaires.

MARCHÉ DU BLÉ

Légère hausse des prix en Europe

Par M. A.

Les prix du blé européen ont légèrement augmenté lors de la dernière séance à la bourse "Euro-next" à Paris, après avoir atteint leur plus bas niveau en deux semaines lors de la séance précédente. Cette hausse s'explique par la baisse des prévisions de récolte en Ukraine et un rapport évoquant une grève au port d'Odessa. Ce renchérissement est lié à des facteurs géopolitiques complexes, notamment les perturbations causées par le conflit en Ukraine et les tensions dans la région de la mer Noire. Le port stratégique d'Odessa, crucial pour les

exportations de céréales ukrainiennes, a été gravement touché par des attaques, alimentant les craintes quant à la continuité des exportations de blé. Parallèlement, une baisse des prévisions de production en Europe, due à des conditions climatiques défavorables, accentue la pression sur les prix. Bien que la Russie tente de compenser avec des exportations à bas prix, cela n'a pas suffi à stabiliser le marché mondial. L'Algérie, vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux, fait face à des enjeux importants. Malgré des initiatives visant à renforcer la production locale de blé dur, le pays reste largement dépendant des importa-

tions de blé tendre. Si les prix mondiaux continuent de grimper, cela pourrait entraîner une augmentation significative des dépenses publiques, notamment pour les subventions alimentaires, et aggraver le déficit commercial. Une hausse des prix des produits alimentaires locaux pourrait aussi affecter directement la population. Pour atténuer cette situation, l'Algérie a mis en place une stratégie ambitieuse visant l'autosuffisance en blé dur d'ici 2025. Cette initiative, soutenue par le gouvernement à travers des subventions en semences et en engrais, vise à cultiver 1,6 million d'hectares de blé dur. De nouvelles infrastructures de stockage sont

également en cours de développement afin de garantir une gestion optimale des récoltes. Même si ces efforts ne couvrent pas immédiatement les besoins en blé tendre, ils représentent une avancée vers une plus grande indépendance alimentaire. Si l'Algérie réussit à atteindre ses objectifs d'autosuffisance en blé dur, maïs et orge, elle pourrait réduire sa dépendance aux marchés internationaux et être mieux préparée à affronter les crises alimentaires mondiales. Toutefois, à court terme, les hausses de prix risquent d'avoir un impact significatif sur l'économie et le pouvoir d'achat des citoyens.

CAMPAGNE DES LABOURS ET DES SEMIS 2024/2025

L'OACI lance un appel aux agriculteurs

L'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaci) a appelé les agriculteurs à se rapprocher des coopératives de céréales et de légumineuses en vue d'acquérir des intrants agricoles, en prévision du lancement de la campagne des labours et des semis 2024/2025. Selon un communiqué de l'Office, les agriculteurs sont invités à acheter des intrants agricoles comme les engrais, semences de céréales comme le blé dur, le blé tendre et l'orge, ainsi que les graines de légumineuses comme les pois chiches et les lentilles. L'Office demande également de fixer des dates de réception des semences et des engrais lors de leur rapprochement des coopératives, afin que leurs services puissent contrôler et organiser un programme qui leur garantit de bons services et une fluidité dans le processus de fourniture de ces intrants. L'OACI a rappelé aux agriculteurs qui souhaitent obtenir un crédit R'FIG pour l'achat d'intrants qu'ils peuvent s'adresser aux guichets unifiés ouverts au niveau de toutes les coopératives depuis juillet 2024. Il a appelé, ajoute la même source, les agriculteurs souhaitant obtenir le crédit à présenter leur demande dans les plus brefs délais afin de donner suffisamment de temps à la banque pour étudier les dossiers et octroyer des prêts au meilleur moment.

S R.

INTEMPÉRIES
Plusieurs interventions de la Protection civile à Tiaret, Djelfa et Béchar

Les services de la Protection civile ont effectué plusieurs interventions de sauvetage et de pompage d'eaux pluviales suites aux intempéries enregistrées, samedi, dans les wilayas de Tiaret, Djelfa et Béchar. A Tiaret, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour le sauvetage d'un homme, d'une femme et de deux enfants à bord d'un véhicule encerclé par les eaux pluviales à Oued Souslem sur la RN1 dans la commune de Nadourah, selon les mêmes services. A Djelfa, la protection civile a procédé au repêchage des corps sans vie de deux femmes ainsi qu'au sauvetage de deux hommes bloqués dans un petit camion emporté par les eaux d'Oued Amoura, tandis que la recherche d'un nourissant est toujours en cours. A Béchar, dans la commune de Abadla, les agents de la Protection civile ont procédé au pompage des eaux pluviales infiltrées au lycée Colonel Othmane, à l'institut de formation du personnel du secteur de l'éducation et à l'école primaire Ezzaoui Boubaker dans le quartier d'El Djorf.

TLEMCEN
Perturbation dans l'AEP en raison de travaux de maintenance à partir de mardi

Plusieurs communes de la wilaya de Tlemcen enregistreront, à partir de mardi prochain, une perturbation dans l'alimentation en eau potable (AEP), en raison de travaux de maintenance, a indiqué, dimanche, un communiqué de l'Algérienne des eaux (ADE). Les travaux périodiques menés par la société chargée de la gestion de la station de dessalement d'eau de mer de la commune de Honaine, prévus entre le 24 et le 26 septembre, se traduiront par un arrêt de cette infrastructure de production d'eau potable. Cette suspension de l'alimentation en eau touchera plusieurs quartiers de la commune de Tlemcen, Honaine, Beni Khelad, Beni Oursous, Fellaoucene, Sebaa Chikh, Remchi, Ain Youcef, Hen-naya, Fhoul, Mansourah, Beni Mes-ter, Chetouane, Amieur, Ouled Mimoune, Bensekrane et Sidi Abdelli, selon le communiqué. L'alimentation des citoyens en eau potable sera rétablie une fois les travaux de maintenance achevés, a-t-on ajouté.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	NC	0,00	-4,60	-6,80	7,72	7,50	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-2,74	-6,43	6,54	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2295,00	+2,00	1,22	0,20	12,07	5,45	5618	12 893 310,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,59	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	-8,03	-17,09	2,03	-	15	6 075,00

"EL DJAZAIR TAKAFUL"

Distribution de son excédent d'assurance au profit des assurés

La compagnie d'assurance "El Djazair Takaful" a entamé la remise des chèques représentant l'excédent d'assurance au profit des entreprises et des particuliers assurés, une opération qui se poursuivra dans les jours à venir pour inclure tous les participants concernés, a indiqué un communiqué de cette compagnie. "Après la clôture de l'exercice 2023 et la réalisation par le fonds des participants d'un excédent de près de 23% du total des cotisations dues, au titre de l'année 2023, El

Djazair Takaful a entamé au cours de cette semaine la remise des chèques d'excédent d'assurance au profit des entreprises et des particuliers assurés, un processus qui se poursuivra dans les jours à venir pour inclure tous les participants concernés", lit-on dans le communiqué. Etant l'un des avantages de l'assurance Takaful conforme à la Charia islamique, l'excédent d'assurance est défini comme la différence entre les cotisations collectées auprès des assurés pendant une année et les indemnités versées pour les si-

nistres et dommages subis par ces derniers. "El Djazair Takaful" est l'une des deux compagnies spécialisées dans l'assurance Takaful en Algérie, avec "El Djazair El Moutahida Family Takaful", toutes deux créées en 2022, suite à la promulgation de textes juridiques encadrant cette activité en 2021. "El Djazair Takaful" est spécialisée dans l'assurance générale, tandis qu'"El Djazair El Moutahida Family Takaful" est principalement active dans le domaine de l'assurance Takaful Family.

PROGRAMME D'ÉCHANGE

Des représentants de 60 start-up algériennes en visite aux Etats-Unis et en Chine

Une deuxième délégation, composée de représentants de 60 start-up algériennes, a quitté Alger en partance pour les Etats-Unis et la Chine dans le cadre du programme de visites internationales de ces entreprises, et ce, en vue de connaître les écosystèmes en visitant les géants de

technologie dans ces deux pays, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Cette visite qui s'inscrit dans le cadre des programmes de séjours d'apprentissage des startups algérienne ASEP (Algerian startup learning ex-

pedition program) constitue une opportunité pour les soixante (60) entreprises concernées "pour découvrir les écosystèmes du Silicon Valley, de Boston, de Pékin et de Shenzhen tout en visitant les plus grandes sociétés technologiques dans les deux pays", précise le ministère.

La même source a indiqué que 450 startups bénéficieront du programme ASEP couvrant trois pays à savoir la Chine, les Etats-Unis et la Corée du Sud, soulignant que l'opération d'inscription est toujours en cours via le site officiel du programme: www.asep.dz.

ANCA

Les conditions favorables au renforcement de la production locale de fournitures scolaires

Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), Hadj Tahar Boulouar, a appelé, samedi à Alger, les opérateurs dans le domaine de l'importation des fournitures scolaires à se lancer dans leur production locale, estimant que les conditions y étaient favorables. Lors d'une conférence de presse, M. Boulouar a précisé que les conditions actuelles étaient favorables au renforcement de la production locale de fournitures scolaires, évoquant, entre autres, une amélioration du climat d'investissement et un marché prometteur. Relevant le bond qualitatif enregistré, au cours des cinq dernières années, dans la production nationale de fournitures scolaires, le président de l'ANCA a estimé que cette tendance était appelée à se renforcer davantage à court et moyen termes. Il s'est, en outre, félicité des mesures prises par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations en

vue d'assurer la disponibilité des produits à des prix accessibles, citant notamment l'octroi des licences d'impor-

tation en temps voulu et l'organisation de foires dédiées aux fournitures scolaires.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 22 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 22 Septembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			
DA / Kg		دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	90	109	70	البطاطا
	Tomate	80	93	67	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	383	439	327	الثوم الجاف
	Carotte	84	94	73	التجزر
	Navet	124	137	112	لفت
	Poivron	108	121	94	الفلفل الأخضر
	Piment	127	145	110	الفلفل الحار
	Courgette	170	186	154	الكوسة
	Haricot vert	207	229	185	الفاصولياء الخضراء
Laitue	150	165	135	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	384	494	274	التفاح المحلي
	Datte	561	686	436	التمر
	Melon	95	106	83	البطيخ الأصفر
	Pastèque	85	95	76	البطيخ الأحمر
	Poire	385	468	301	الإفاح
	Raisin	204	263	146	العنب
	Banane	472	487	456	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1799	1935	1664	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	464	473	454	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

RENTRÉE SCOLAIRE 2024-2025

Sous le signe de l’innovation et du développement

Hier, ils étaient près de 12 millions d’élèves à rejoindre les bancs des écoles. Cette année est marquée par la disposition et la mobilisation de plusieurs organismes d’Etat et de la société civile, pour une plus grande réussite de ce grand retour. En effet, pour cette rentrée se sont mobilisés, outre les collectivités locales, les services du ministère dédié, mais aussi le Groupe Sonelgaz et l’Office national des publications scolaires (ONPS), où chacun de ces acteurs a apporté sa dernière touche, voire son ultime contribution pour réunir toutes les conditions nécessaires pour le bon déroulement de la rentrée scolaire 2024. Et c’est donc le Ministre de l’Education nationale, Abdelhakim Belaabed, qui en a donné, le coup d’envoi depuis l’école primaire Salah-Ould Aoudia dans la commune de Ben Aknoun (Alger).

Par Réda Hadi

Pour cette rentrée scolaire, le ministère de l’Education nationale a pris plusieurs mesures pédagogiques, dont la restructuration des matières et des horaires pour les première et deuxième années du cycle de l’enseignement primaire dans le cadre de la démarche visant à alléger le programme scolaire au profit des activités culturelles, sportives et artistiques, en vue de développer les aptitudes des élèves dans ces disciplines. Par ailleurs, le ministre de l’Education nationale a annoncé que le volume horaire des activités sportives et artistiques dans le cycle primaire passera de 7% à 20%, par l’ajout d’une heure d’éducation sportive, soit un total de deux heures par semaine, et de 45 minutes d’éducation artistique, soit un total d’une heure et demie par semaine. Cette rentrée scolaire, a été précédée par un grand chantier de rénovation et d’installation d’équipements dans les établissements scolaires, mais également de distribution des manuels scolaires au profit des élèves issus de familles dans le besoin, où de nombreux acteurs ont contribué à cette noble mission. Le Groupe Sonelgaz a été l’un des participants au grand chantier de rénovation des écoles, en raccordant à l’électricité et au gaz près de 2.000 établissements scolaires lors de la période des grandes vacances. En choisissant la modernisation des écoles algériennes dans le cadre de la nouvelle stratégie du système pédagogique national, les pouvoirs publics visent à équiper l’ensemble des établissements scolaires par des tablettes numériques afin d’évoluer le niveau de l’éducation nationale et faire progresser les sciences technologiques chez les millions d’élèves algériens. La rentrée scolaire 2024 se distingue, ainsi, par l’équipement de 1.700

nouvelles écoles primaires en tablettes numériques, portant le total à 5.000 établissements scolaires équipés en tablettes électroniques. Avec l’allègement des horaires des cours, l’introduction de nouvelles matières, jusque-là, la mises de côté, les parents espèrent un plus grand épanouissement de leurs enfants, avec comme vœu leurs réussites. Cette rentrée donc sera donc marquée du sceau de l’innovation envers les personnes à handicap. En effet, concernant l’enseignement secondaire et pour la première fois depuis l’indépendance, dans le monde arabe et en Afrique, 292 enseignants pour sourds-muets seront nommés, après que le président de la République, ait décidé la création de l’Ecole Nationale Supérieure des Enseignants des sourds-muets, qui est chargée de former les enseignants pour cette catégorie de personnes aux besoins spécifiques, ce qui est un indicateur confirmant la qualité de l’éducation en Algérie, au niveau international. Questionnée devant l’entrée d’une école primaire à Mohammedia (banlieue d’Alger), une

dame pour qui, c’est la première rentrée de sa fille, se dit agréablement surprise des nouvelles mesures, particulièrement pour l’allègement du cartable, tout en espérant que ces mesures soient réellement effectives. Bien que la rentrée 2024/2025 soit auréolée de bonnes intentions, le problème de la surcharge des classes n’est toujours pas résolu, en dépit des affirmations de Abdelhakim Belaabed qui estime que la situation est moins grave qu’il n’y paraît, les syndicalistes soulignent que des classes surchargées nuisent à l’apprentissage des élèves et au moral des enseignants. Ils réclament des solutions concrètes, telles que le recrutement d’enseignants et l’amélioration des infrastructures scolaires, pour garantir un environnement d’apprentissage propice. Mais pour tous, la rentrée scolaire 2024-2025 s’annonce comme une étape-clé pour l’éducation en Algérie, alliant développement et innovation au service de la réussite des élèves. Un virage et un tournant décisifs, mais c’est aussi un challenge à relever.

ABDELHAKIM BELAABED

«Les établissements scolaires impactés par les récentes intempéries ont été réhabilités»

Le ministre de l’Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a affirmé, dimanche à Alger, que les établissements scolaires impactés par les récentes intempéries enregistrées dans certaines wilayas avaient été réhabilités, assurant que les élèves dans ces régions avaient pu rejoindre les bancs de l’école normalement. Animant une conférence de presse après avoir donné le coup d’envoi officiel de

l’année scolaire 2024-2025 à partir de l’école primaire Salah-Ould Aoudia à Ben Aknoun (Alger), le ministre a précisé que "le gouvernement a pris toutes les mesures pour réhabiliter les établissements scolaires impactés par les pluies torrentielles enregistrées dans certaines wilayas, notamment dans le sud du pays". "Ces établissements ont accueilli les élèves aujourd’hui à l’exception de l’école primaire Besdat-Cheikh

dans la commune de Debdaba (wilaya de Béchar)", a indiqué le ministre, précisant que "les élèves de cette école ont été transférés vers une école à proximité sans aucun problème". Pour rappel, près de 12 millions d’élèves des trois cycles d’enseignement (primaire, moyen et secondaire) ont rejoint, dimanche, les bancs de l’école à travers le territoire national.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Distribution de plus de 185.000 trousseaux scolaires

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a fait savoir, hier à Boumerdes, que depuis août dernier, plus de 185.000 trousseaux scolaires ont été distribués à travers le pays dans le cadre de la solidarité nationale. Mme Krikou, qui a procédé au lancement de la nouvelle année scolaire 2024/2025 pour les personnes aux besoins spécifiques, à partir de l’école des jeunes non-voyants de Bordj Menail (Est de Boumerdes), a souligné dans une déclaration à la presse, que son secteur «supervise actuellement de nombreuses opérations de solidarité dans le cadre de la rentrée scolaire dont la distribution de trousseaux scolaires, en coordination avec les secteurs de l’Intérieur et des collectivités locales et de l’Education nationale». Elle a aussi affirmé la mobilisation de tous les moyens pour assurer les conditions propices au bon déroulement de l’année scolaire pour les élèves aux besoins spécifiques, à travers tout le pays, citant à cet égard 239 établissements spécialisés, 18 annexes et plus de 1.000 classes spéciales ouvertes dans le secteur de l’éducation dans le cadre de la stratégie nationale d’intégration sociale et scolaire des enfants handicapés. Ces établissements spécialisés accueillent plus de 35.000 enfants aux besoins spécifiques, dont l’encadrement est assuré par 15.000 éducateurs et employés administratifs multidisciplinaires, a-t-elle ajouté.

R E.

ENERGIE RENOUVELABLES

Le CDER obtient d’Algerac l’accréditation relative aux chauffe-eaux solaires

Le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) a obtenu dimanche une accréditation, délivrée par le l’Organisme algérien d’accréditation (Algerac), permettant à son laboratoire d’évaluer les qualités techniques et les performances thermiques des chauffe-eaux solaires. La cérémonie de délivrance de cette accréditation, conforme à la norme internationale ISO/CEI 17025/2017, s’est déroulée au siège du CDER, faisant du laboratoire le premier de la région à atteindre ce niveau de certification. Concrètement, elle permet au laboratoire d’évaluer les performances thermiques des capteurs et des systèmes solaires, de caracté-

ser leur fiabilité et leur durabilité dans des conditions réelles les plus défavorables et de vérifier si les produits testés répondent aux normes et aux standards internationaux en vigueur. A cet effet, et grâce à cette accréditation, le laboratoire est désormais en mesure de réaliser des tests, conformes aux normes internationales, garantissant la qualité et la performance des chauffe-eaux solaires, affirmant, ainsi, l’engagement du CDER à respecter les normes les plus élevées en matière d’efficacité énergétique et de technologies solaires respectueuses de l’environnement. Intervenant à cette occasion, le directeur du CDER, Nouredine Abdelbaki, a qualifié l’événement

d’"important", concrétisant la stratégie du Centre visant le développement des énergies renouvelables en Algérie. Pour sa part, la directrice générale d’Algerac, Wafa Boulesnane, s’est félicitée de cette accréditation, reflétant "l’engagement du secteur vers l’excellence et le respect des hauts niveaux des standards internationaux en la matière", en affirmant que cette qualification "conforte le consommateur et le secteur des énergies renouvelables". Présent à l’évènement, le directeur du développement technologique de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) auprès du ministère de l’Enseignement supérieur

et la Recherche scientifique, Djilali Tassalit, a estimé que cette accréditation "encourage d’autres laboratoires à œuvrer pour obtenir des certificats d’accréditations couronnant leurs travaux et recherches". Elle permet aussi, ajoute-il, d’établir des collaborations avec diverses entités et la création de micro-entreprises dans ce secteur, générant, ainsi, de la richesse qui appuie l’économie nationale. La cérémonie a également été l’occasion pour présenter la stratégie marketing du CDER et de ses collaborations avec les différents organismes et entreprises nationaux dans le domaine des énergies renouvelables.

R E.

OUARGLA

Large campagne de nettoyage en prévision de la rentrée sociale

Une large campagne de nettoyage a été lancée, samedi à Ouargla, par les autorités locales en prévision de la prochaine rentrée sociale, a-t-on constaté. S'exprimant en marge du lancement de cette campagne au niveau de la place jouxtant le pôle universitaire au quartier Ennasr (Ouest de la ville), le chef de l'exécutif local, Abdelaghani Filali, a souligné que "l'opération touchera l'ensemble des quartiers, artères et établissements éducatifs à travers la ville d'Ouargla, avec la participation de plusieurs institutions publiques, médias, acteurs de la société civile et bénévoles, et ce afin d'ancrer l'esprit de coopération chez les citoyens tout en contribuant à l'intérêt général". D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de cette opération visant à éliminer les décharges anarchiques et les "points noirs" qui constituent une menace pour la santé publique et l'environnement, a-t-il ajouté. Initiée par les services de la wilaya, cette campagne qui intervient en application des directives des hautes autorités du pays, sera organisée périodiquement tout au long de l'année pour assurer la protection de l'environnement en milieu urbain, a fait savoir le même responsable.

BATNA

Plus de 1.200 autorisations de fonçage de puits agricoles délivrées depuis début 2024

Un total de 1.273 autorisations de fonçage de puits destinés à l'irrigation agricole ont été délivrées depuis début 2024 dans diverses régions de la wilaya de Batna, a indiqué samedi le directeur des ressources en eau, Djoudi Bensalah. Les demandes inscrites en ce domaine sont traitées avec intérêt, notamment dans les régions connues pour leur activité agricole et ce, en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relatives à la facilitation de l'octroi des autorisations de fonçage de puits aux agriculteurs, a précisé M. Bensalah. Le nombre des autorisations accordées aux agriculteurs des diverses filières depuis septembre 2022 a ainsi atteint 4.543 dont 1.642 délivrées en 2023, selon la même source qui a noté que l'opération a concerné l'ensemble des 61 communes de la wilaya favorisant le développement de l'irrigation d'appoint des cultures dont la pomiculture pratiquée en zones montagneuses. La wilaya de Batna compte ainsi plus de 10.000 forages à usage agricole exploités, selon la même source qui a noté que près de 70 % des ressources hydriques de la wilaya sont dirigés vers l'irrigation agricole. Ces facilités de foncer des puits agricoles ont permis de développer l'irrigation d'appoint à travers la wilaya de Batna devenue une des wilayas "leaders" en ce domaine et de réaliser des résultats palpables dans plusieurs filières dont celles de l'arboriculture fruitière, des fourrages et des céréales, a ajouté le même responsable.

RENTREE SCOLAIRE/WILAYAS DU CENTRE

De nouvelles structures renforcent le secteur de l'éducation

Le secteur de l'éducation a été renforcé avec de nombreuses nouvelles structures et annexes dans les wilayas du centre, à l'occasion de la rentrée scolaire 2024/2025 entamée dimanche, a-t-on appris des directions locales concernées.

Alger, ils étaient quelque 383.047 élèves à rejoindre les 667 établissements éducatifs, dont 189.222 dans le cycle primaire. 11 groupes scolaires et 88 classes d'extension ont été réceptionnés et d'autres structures similaires le seront durant l'année en cours. A Ain Defla, quatre (4) nouvelles écoles primaires, trois (3) CEM, 35 classes d'extension dans le primaire et le moyen, et six (6) cantines scolaires ont été réceptionnés, tandis que 44 autres établissements des trois cycles ont bénéficié de travaux de réfection pour assurer des conditions propices à l'accueil des élèves. Plus de 264.400 élèves, dont 130.956 au cycle primaire, 97.540 collégiens et 35.935 du secondaire ont rejoint les bancs des écoles dans cette wilaya. 12 nouveaux établissements du cycle primaire ont ouvert leur portes à Tipasa qui accueille cette année plus de 216.000 repartis sur les trois cycles éducatifs, dont l'encadrement est assuré par 10.442 enseignants. A Djelfa, le secteur éducatif a été renforcé avec 38 nouveaux établissements, dont sept (7) lycées, sept (7) CEM et 24 écoles primaires, portant le nombre des structures éducatives à l'échelle locale à 653 écoles primaires, 164 CEM et 80 lycées, ayant accueilli, ce dimanche, près de 317.963 élèves, dont plus de 15.425 nouveaux inscrits. A Médéa, ils étaient 287.325 élèves à rejoindre les bancs des écoles, dont

150.177 dans le cycle primaire, 98.205 dans le moyen et 38.943 dans le secondaire. Ils sont encadrés par 15.819 enseignants et 7.616 employés administratifs. Aussi, la nouvelle rentrée scolaire a été marquée à Médéa par l'entrée en service de deux (2) lycées, quatre (4) écoles primaires, 12 groupes scolaires, cinq (5) cantines scolaires et 54 classes d'extension réalisées dans des établissements éducatifs situés en zone rurale, ou 880 bus scolaires ont été mobilisés pour assurer le transport des élèves. La wilaya a également enregistré l'accueil de 550 élèves aux besoins spécifiques au niveau de 22 classes dont dispose le secteur de la solidarité et de l'action sociale. Près de 225.000 élèves ont rejoint leurs classes dans les trois cycles scolaires à Bouira où le secteur de l'éducation a été renforcé avec cinq (5) groupes scolaires, 20 cantines dans le primaire, six (6) CEM, cinq (5) demi pensionnat, un (1) lycée et six (6) classes d'extension dans le secondaire. La wilaya de Tizi-Ouzou a quant à elle vu l'accueil de près de 248.500 élèves dans les établissements éducatifs du secteur, renforcé en la circonstance par une trentaine de nouvelles structures, dont deux lycées, 14 salles d'études et des cantines scolaires. Leur encadrement est assuré par 57.000 enseignants. A Bejaia, le secteur a été renforcé avec cinq (5) nouvelles écoles primaires, cinq (5) CEM et 54 classes

d'extension, en plus de la réception de six (6) nouvelles cantines scolaires. Ils sont, par ailleurs, 245.506 élèves à rejoindre les bancs des écoles. Une majeure partie, soit 124.181, dans le cycle primaire, contre 82.453 dans le cycle moyen et 38.872 dans le secondaire. La wilaya a enregistré, cette année, l'inscription de 17.000 nouveaux élèves. A Chlef, quelque 344.259 élèves ont rejoint leurs établissements respectifs, dont 168.532 dans le primaire, 127.451 dans le moyen et 48.276 dans le secondaire. La wilaya a vu, à cette occasion, la distribution de 1.161 tablettes électroniques aux élèves. Dans la wilaya de Bouverdies, 22 nouveaux groupes scolaires ont été ouverts outre un (1) lycée et un (1) CEM. Le secteur prévoit, également, la réception, avant la fin de l'année 2024, de cinq (5) lycées, quatre (4) CEM, 21 groupes scolaires et quatre (4) unités de dépistage et de suivi médical. Des tablettes numériques ont été, en outre, distribuées à des élèves au niveau de 25 communes, notant que 317.000 élèves ont rejoint dans la matinée les 580 établissements éducatifs dans cette wilaya. La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a procédé, à partir de Bouverdies, au lancement de la rentrée scolaire des élèves aux besoins spécifiques, au niveau de l'Ecole des jeunes aveugles de Bordj Menail. (APS) 15116/073 /166

CONSTANTINE

Ouverture du 3^e salon national du livre avec la participation de 60 éditeurs

Le 3ème salon national du livre de Constantine a été ouvert samedi après-midi à la maison de la culture Malek Haddad avec la participation de soixante (60) éditeurs. Cette manifestation culturelle s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant la promotion du livre et de la lecture à travers la programmation d'une série de rencontres autour du livre et autres expositions littéraires, ont indiqué les organisateurs. Dans un message de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Soraya Mouloudji à l'ouverture de cette manifestation lu par son représentant, Tidjani Tama, directeur du livre et de la lecture publique, l'accent a été mis sur l'importance de "promouvoir l'industrie du livre depuis l'édition jusqu'à le lecteur en passant par la distribution et l'innovation".

La ministre qui a souligné dans son message la détermination de l'Etat à "recouvrer la place du livre et de la lecture", a rappelé les efforts déployés dans ce sens en matière d'accompagnement des éditeurs et écrivains, l'organisation de grandes opérations de distribution de livre et du Forum du livre, entre autres. Mettant l'accent sur le statut de Constantine considérée comme la "locomotive de la connaissance et des sciences en Algérie", Mme. Mouloudji a considéré que le livre constitue "la

vitrine de la scène nationale" d'où l'importance a-t-elle ajouté d'accorder tout l'intérêt à cette valeur sûre indispensable pour le développement et l'épanouissement des peuples. Placée sous le slogan "Constantine, portail de la civilisation", la manifestation devant se poursuivre jusqu'au 28 septembre courant est marquée par l'exposition de plus de 16.000 titres et l'organisation d'une quarantaine d'activités (séminaires, pièces théâtrales, ateliers de formation, conférences, et des séances de vente de livres dédiées par des intellectuels de renom des quatre coins du pays), a fait savoir le responsable de la communication du Salon, Hicham Mahieddine.

Pourquoi l’industrie automobile va ressembler de plus en plus à la téléphonie

Clients friands de nouveauté, délais de développement réduits, soustraction de pans entiers de la fabrication... En s’inspirant de la tech, les nouveaux entrants chinois ont mis sur pied un modèle qui va forcer les marques occidentales à s’adapter.

Par Lionel Steinmann

Lorsque Huawei et Xiaomi ont annoncé leur intention de se lancer dans l’automobile, la plupart des pontes du secteur ont ricané plus ou moins ouvertement. Concevoir et fabriquer une voiture est une tâche autrement complexe et exigeante que d’usiner des smartphones, expliquaient-ils en substance. Depuis, les deux géants de la tech chinoise ont accouché de leurs premiers modèles en un temps record. La SU7 de Xiaomi, qui propose une qualité proche du premium allemand pour un prix inférieur à 30.000 euros, est même la sensation de l’année. Ces réussites ont été possibles car les deux entreprises n’ont pas cherché à copier les process industriels longs et rigides de leurs concurrents occidentaux. Elles se sont au contraire coulées dans les nouvelles voies défrichées d’abord par Tesla, puis par les start-up chinoises de l’auto, qui sont allées chercher leur inspiration... dans la téléphonie. Une approche novatrice, qui procure aux nouveaux entrants un tel avantage concurrentiel que les cadors du vieux monde, s’ils veulent survivre, vont être contraints de s’aligner. Cette révolution s’est cristallisée dans la République populaire depuis quelques années. Après avoir longtemps borné son horizon à l’offre des marques occidentales, la clientèle chinoise a affirmé ses préférences. Avec un goût prononcé

pour les véhicules connectés, et un très fort appétit, bien plus qu’en Europe, pour la nouveauté. Pour percer, les constructeurs chinois ont joué à fond cette double carte. En imitant Tesla sur le premier point, et en sortant très régulièrement des nouvelles voitures pour coller aux tendances du marché, comme le font les acteurs de la tech. Sur le seul premier semestre 2024, le géant BYD a lancé quatre modèles sous sa marque principale. Les constructeurs historiques ne peuvent pas suivre, et leurs ventes sur place s’étioilent à vue d’œil.

Faire table rase du passé

Cette accélération bouscule l’ensemble du modèle économique. Dans un marché qui se renouvelle vite, un modèle va perdre plus rapidement de sa fraîcheur, et sa durée de vie s’en trouve raccourcie. Aujourd’hui, Toyota ou Volkswagen peuvent conserver un modèle six à huit ans sur le marché (la Golf a connu huit générations en cinquante ans), en opérant un lifting à mi-vie. Cette durée pourrait diminuer rapidement à quatre ou cinq ans seulement. Pour amortir tout de même les coûts de développement et de production, les jeunes pousses chinoises auraient pu augmenter leurs prix. Elles ont choisi de comprimer les dépenses. Le délai moyen pour développer un nouveau modèle dans l’ex-empire du milieu a été ramené à deux ans,

soit deux fois moins que ce qui prévalait en moyenne en Europe. « Être aussi rapide suppose d’abandonner la logique de modèle, en tout cas sur le plan technique, pour passer à l’assemblage de différents modules préexistants », détaille Sébastien Amichi, chargé de l’automobile chez Kearney. Les acteurs chinois, poursuit-il, gagnent également du temps en dissociant le travail sur l’architecture logicielle de la voiture et celui sur le hardware. Comme dans la téléphonie, là encore. Leur objectif est désormais de descendre à dix-huit mois. Le coup de rabot concerne aussi les investissements liés à la production. « Les nouveaux entrants ont des niveaux de “capex” nettement moins élevés, confirme le consultant. Xiaomi, par exemple, se concentre sur le design et le logiciel, et a sous-traité l’assemblage à un autre constructeur, à l’image de ce que fait Apple pour ses smartphones. D’où très vite venir des sous-traitants sur la ligne pour l’emboutissage ou la peinture, et les rémunèrent à la pièce. »

Ce fonctionnement n’est pas sans inconvénient. La réduction des délais de développement aboutit, lors du lancement, à des niveaux de qualité inférieurs aux standards occidentaux, en particulier dans les logiciels embarqués. Le débogage des premiers exemplaires (grâce à des correctifs envoyés par Internet) peut durer plusieurs mois. Ce risque ne semble toutefois pas décourager les clients.

Cette « téléphonisation » de l’industrie ne va pas rester circonscrite à la Chine. Le premier marché du monde assure également un tiers de la production mondiale et donne le « la » à toute la planète. Ses champions ont déjà commencé à décliner leur recette hors de leurs frontières. Pour les constructeurs occidentaux, il s’agit d’une menace existentielle. Volkswagen l’a compris et a ouvert le débat sur des fermetures d’usine en Allemagne pour créer un électrochoc chez son corps social, très conservateur. Chez Renault, Luca de Meo a inscrit le problème au cœur de sa « Renaultution ». La nouvelle R5 a été développée en trois ans, la future Twingo le sera en deux (grâce au recours à une ingénierie chinoise), et le patron italien a fixé en interne l’objectif de descendre durablement à cent semaines. Le match se jouera aussi à l’intérieur des usines. « Aujourd’hui, les grands noms du secteur contrôlent l’assemblage de A à Z et emploient des milliers d’ingénieurs pour caler et optimiser les process. Si la durée de vie d’un modèle diminue, il faudra passer à un fonctionnement beaucoup plus léger en dépenses d’investissement, en sous-traitant par exemple certaines séquences de l’assemblage, détaille Sébastien Amichi. Tous les constructeurs occidentaux travaillent sur le sujet. » En mesurant le choc culturel et social qu’entraînerait une telle mutation.

Source : Les Echos

L’Europe n’a pas d’alternative à la politique Draghi

Par Eric le Boucher (*)

Il faut parler et reparler du rapport de Mario Draghi, car il a raison : le moment est « existentiel » pour l’Union européenne. Sans réveil, sans un effort, elle risque de s’enfoncer dans la stagnation, et son modèle social n’y résistera pas. Las, ce message n’est pas passé. Mario Draghi a été écouté à Bruxelles, mais il n’a rencontré aucun écho dans les capitales des pays membres. « Draghi rime avec rêverie », ont pensé les politiques européens, jugeant les propositions « infaisables » et passant illico aux polémiques médiatiques du jour. Il y a deux explications à ce total manque d’intérêt : soit les responsables politiques, tout à leurs petites affaires électorales, n’ont pas prêté oreille à l’ancien président de la BCE, soit ils ne font que refléter une volonté profonde des Européens de se satisfaire de l’état des choses, de se laisser aller à la dolence, à la vieillesse, et de considérer que l’histoire a tourné la page vers le Pacifique, que le temps de l’Europe est terminé. On veut croire, absolument, à la première hypothèse. Les politiques n’entendent pas ce que dit Mario Draghi, car il propose beaucoup plus d’Europe alors que, plongés dans le bruit assourdissant des discours nationalistes,

souverainistes, popu - listes, ils veulent moins d’Europe. La CDU allemande, le parti de Konrad Adenauer, en est à proposer de fermer les frontières à cause de l’immigration. Mais le nationalisme trouve aussi sa force dans un libéralisme économique qui se plaint de l’excès normatif et bureaucratique de la Commission européenne, de ses plans européens mal étudiés (le climat, l’automobile électrique) et, au fond, d’une nouvelle poussée d’un néo-étatisme fédéral. Le « meilleur » argument contre Draghi est qu’il veut un fonds de 800 milliards annuels pour investir, mais celui de ce même montant décidé après le Covid en 2020 n’a été dépensé qu’au tiers, faute de projets valables. Pour l’Allemagne, très réticente devant l’idée d’un endettement européen qui pèsera toujours sur les épaules germaniques, le draghisme fait fausse route. Le débat est bien celui-là : est-ce que l’endormissement européen est dû à trop d’Etat fédéral ou pas assez ? La politique industrielle, l’âme du rapport, est-elle la survie de l’Union européenne ou la génitrice « d’éléphants blancs », ces projets pharaoniques non aboutis ? Les économistes publient actuellement beaucoup sur ce thème, parce que ce que propose Mario Draghi, cette « nouvelle

politique industrielle », Joe Biden l’a appliquée aux Etats-Unis, et Keir Starmer l’engage en Grande - Bretagne. Les antis, on l’a vu, estiment l’idée mauvaise, « l’Etat sait moins bien que le marché où il faut investir ». « La politique industrielle sape la concurrence [...] tombe dans les mains des lobbyistes et du copinage [...] et finit par augmenter les prix », juge Raghuram Rajan, ancien économiste en chef du FMI et ancien gouverneur de la Banque centrale d’Inde (*). Les pros qui avaient perdu la bataille dans les années 1980 contre le « reaganisme » et le « thatchérisme » reprennent de la force en s’appuyant sur « l’échec » du libéralisme, l’insatisfaction de la majorité des peuples et sur les circonstances : le réchauffement climatique, qui disqualifie le marché, puisqu’il impose un virage vers des technologies décarbonées plus chères et la montée de la Chine et le retour de la guerre qui ramènent les Etats au centre. Les critiques contre les éléphants blancs sont nées dans les années prélibérales des cafouillages des plans Calcul et Unidata ou plan sidérurgique sous François Mitterrand en France. Mais à y regarder de plus près, le jugement est autre : l’intervention de l’Etat a donné sa suprématie scientifique aux Etats-Unis à partir de 1933, qui a permis

la conquête de la Lune et Internet.

Allier puissance publique et secteur privé

En Europe, après Concorde, est venu Airbus. La « sécurité » des approvisionnements est apparue avec le Covid comme ayant été négligée par le marché, justifiant un retour des opérateurs publics. Mais l’argument imparable vient d’Asie, où « le décollage des oies » est dû à une alliance intelligente de la puissance publique et du secteur privé : Japon, puis Corée du Sud, puis Taïwan, puis Chine, Vietnam, etc. Pourquoi les Européens seraient-ils les seuls à ne pas savoir définir un interventionnisme intelligent ? C’est là-dessus que devraient porter les débats... Et c’est justement de cela dont nous parle Mario Draghi. Le rapport propose des réponses à l’objection allemande sur l’endettement, il dit comment mobiliser les capitaux privés, et souligne l’urgence des politiques connexes d’éducation. Que les opposants, ils sont légitimes, fassent d’autres propositions contre le décrochage européen. Mais la politique n’a pas le droit de ne pas lire, de ne pas voir et de ne rien dire.

(*) Éditorialiste aux « Echos »

VERS UNE NOUVELLE ÈRE ÉNERGETIQUE

Avec quelles ressources ? Et au profit de qui ?

2^e partie

Faut-il croire que la fin des combustibles fossiles va survenir Par celle des réserves ou de la demande / consommation ? Avant toute chose il faut faire la différence entre : Le « PIC PETROLIER » qui signifie le moment à partir duquel où la production pétrolière mondiale va décliner pour l'une ou les deux raisons suivantes : baisse des réserves prouvées exploitables, et/ou baisse de la production du fait de l'incapacité des techniques d'exploitation des réserves même si elles sont en augmentation, mais sont complexes ou non rentables à produire.

Par Abdelmadjid Attar (*)

Le « PIC DE LA DEMANDE » lui est lié à la baisse de la part des ressources énergétiques fossiles (surtout les hydrocarbures dans le cas objet de notre analyse) dans la consommation énergétique totale (y compris l'énergie, la mobilité, et l'industrie). Elle survient au fur et à mesure pour plusieurs raisons séparément ou cumulatives comme le recours de plus en plus important à de nouvelles sources d'énergies (ENR, Nucléaire, Hydrogène, etc...) dites propres pour certaines et surtout renouvelables, ou encore un prix à la consommation insupportable.

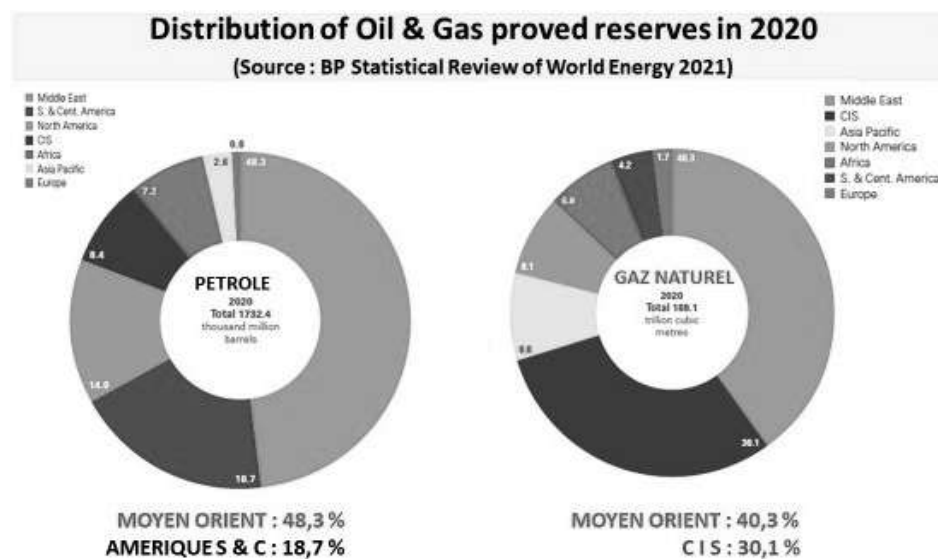
Les réserves mondiales en hydrocarbures

Un simple regard sur la dernière décennie montre que malgré la chute des investissements en exploration depuis 2014, le niveau des réserves et des productions mondiales en pétrole et gaz est demeuré stable, ou a augmenté au niveau des plus grands producteurs comme les USA, grâce aux hydrocarbures non conventionnels, ou grâce à de nouvelles découvertes surtout dans les bassins offshore peu explorés à ce jour et grâce aux progrès technologiques dans le domaine de l'exploration.

On peut donc au moins conclure que le renouvellement des réserves correspondant au moins à celui du soutirage a eu lieu au cours des deux dernières décennies. Reste à savoir s'il s'est fait réellement avec de « nouvelles réserves inconnues auparavant » ou grâce à des progrès technologiques en matière de récupération des réserves déjà connues (y compris les hydrocarbures non conventionnels ?

Les réserves mondiales prouvées en hydrocarbures selon la compagnie britannique BP (Statistical Review of World Energy 2021) étaient évaluées en 2020 à environ 1.732 Mds barils de pétrole, et 188.000 Mds M3 de gaz naturel. Ces chiffres ne tiennent pas compte des réserves en hydrocarbures non conventionnels déjà développés aux USA et en cours de production, ou encore ceux non ou peu développés mais techniquement récupérables dans d'autres pays comme la Chine, l'Algérie, l'Argentine, l'Arabie Saoudite, et la Libye. Il s'agit essentiellement de gaz naturel dit « de schiste », dont les volumes dépassent les 50.000 Mds M3.

La majeure partie des réserves prouvées est située au Moyen orient à raison de 48% pour le pétrole et 40% pour le gaz naturel. Les réserves prouvées en gaz en Afrique sont estimées à environ 23.000 Mds M3, mais ne comprennent pas celles en gaz de schiste qui pourraient plus que doubler ce volume (techniquement récupérables), puisque l'Algérie à elle seule renfermerait environ 24.000 Mds M3 de gaz de schiste



(Réf : Alnaft).

Dans un récent rapport d'évaluation de l'EIA (Energy Information of America 12 Aout 2024), sur les réserves en pétrole et gaz naturel de 175 grandes compagnies cotées en bourse, on constate effectivement que malgré la chute des investissements en Exploration, le niveau de leurs réserves prouvées est pratiquement demeuré stable depuis 2014.

Le rapport de l'EIA ne précise pas si les hydrocarbures non conventionnels sont inclus dans l'analyse, mais cela est très probable pour les USA dont l'essentiel de sa production en provient. Mais comme celles existantes dans d'autres régions du monde ne participent pas encore de beaucoup à la production mondiale en ce moment, et tenant compte des nouvelles découvertes et autres potentiels en cours de développement (Afrique, Amérique du Sud, et autres zones offshore surtout), on peut prévoir que toutes ces réserves sont en mesure de subvenir en théorie à plusieurs décennies de consommation mondiale bien au-delà de 2050, surtout en ce qui concerne le gaz naturel.

Un pic de la demande pétrolière entre 2030 et 2040 ?

Historiquement et durant les deux dernières décennies (2000-2022), la croissance de la demande énergétique a connu un ralentissement de 1,5% en moyenne annuelle. Mais il semble que malgré la poursuite de la croissance de la demande énergétique au cours des prochaines décennies, son ralentissement atteindra 2,5% sur la période 2022-2050, lié à l'amélioration de l'intensité énergétique primaire par rapport au PIB, grâce aux politiques d'efficacité énergétique, de transition vers des économies à faibles émissions de GES, et aux progrès technologiques.

L'électrification des usages de l'énergie en sera certes le moteur essentiel, mais à partir de quelles sources d'énergie pour aboutir à une nouvelle ère énergétique ? Telle est la

grande incertitude sur laquelle travaillent tous les analystes des acteurs énergétiques à travers le monde.

Pour le moment il semble que la consommation énergétique mondiale est largement soutenue par celle des hydrocarbures et du charbon, d'après l'analyse du rapport de « Statistical Review of World Energy » (version 2024) récemment publiée sur le site « Transition Energies » : (<https://www.transition-energies.com/dominance-energies-fossiles-reste-ecrasante/>) dont nous reprenons ci-dessous le contenu, suivi des positions de l'AIE, de l'OPEP, des grandes compagnies pétrolières, et certains cabinets qui suivent de près le secteur énergétique mondial :

« La consommation mondiale d'énergie primaire s'est élevée à 619,6 exajoules en 2023, soit près de 2% de plus qu'en 2022, déjà une année record et plus de 5% de plus qu'en 2019, dernière année avant la pandémie de Covid. La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial a progressé à 14,6% en 2023 contre 14,2% en 2022. Avec le nucléaire, cela représente 18% du total de l'énergie primaire consommée qui est bas carbone. Pour autant, les énergies fossiles représentaient 81,5% du mix énergétique mondial en 2023 en retrait de 0,4% par rapport à 2022. Les fossiles ont vu des records mondiaux de production et de demande de charbon (+1,6%) et de pétrole (+2%) dont la consommation a dépassé 100 millions de barils par jour pour la première fois tandis que la demande de gaz naturel est restée stable. En conséquence, les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'énergie ont progressé de 2,1% par rapport à 2022 et dépassé 40 gigatonnes pour la première fois. Pour donner une idée de la progression des fossiles, en 2023 le total des échanges internationaux de pétrole, de gaz et de charbon était supérieur de 53% à ce qu'il était en 2000 ».

Pour l'AIE, la reprise de la demande pétrolière post Covid en 2021 est largement dépassée, avec une chute progressive de ses

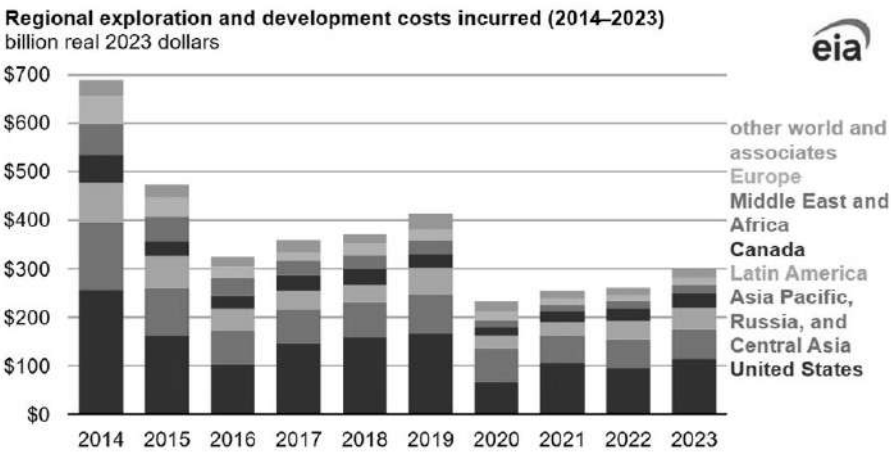
augmentations annuelles qui seront dès 2024 inférieures à celles enregistrées en 2011. L'analyse du graphique ci-dessous montre que l'accroissement de la demande pétrolière a déjà pris fin en 2017 avec une nette tendance au recul, perturbée par la pandémie Covid en 2020 et une forte reprise en 2021, mais de nouveau en recul, vers un pic qui devrait survenir dès 2028, au plus tard en 2029. La demande mondiale n'est plus tirée que par l'économie chinoise et partiellement les économies des pays émergents.

L'OPEP estime de son côté, que la demande mondiale d'énergie primaire devrait augmenter de 23% à l'horizon 2045, en passant de 291 Millions Bpe (Baril-Pétrole-Equivalent) en 2022, à 359 Millions Bpe en 2045. Elle sera surtout tirée par les pays non-OCDE, dont pas moins de 28% au niveau de la Chine et de l'Inde. Celle des pays OCDE commencera à chuter à compter de 2035. Celle du pétrole pourrait passer à 116 millions de barils par jour en 2045, avec les mêmes tendances non-OCDE et OCDE, tout en admettant la baisse de sa part dans le mix énergétique mondial de 31% à 29% à cet horizon. Ainsi selon l'OPEP, et face à la supposée menace de l'électrification du transport surtout, principal consommateur de pétrole, « il continuera d'être un élément essentiel des futures filières énergétiques, comme le montre le fait que les produits pétroliers sont essentiels au fonctionnement d'autres secteurs, comme celui de l'électricité ». Mais force est de constater que globalement les ajustements des productions de l'OPEP+ depuis 2021 pour défendre le prix du baril, ont été compensés en général par d'autres producteurs en fonction d'une demande qui, en dehors de l'impact COVID en 2020, est certes en hausse depuis 2021, mais lente par rapport aux décennies passées. (Réf : OPEP WOO 2023).

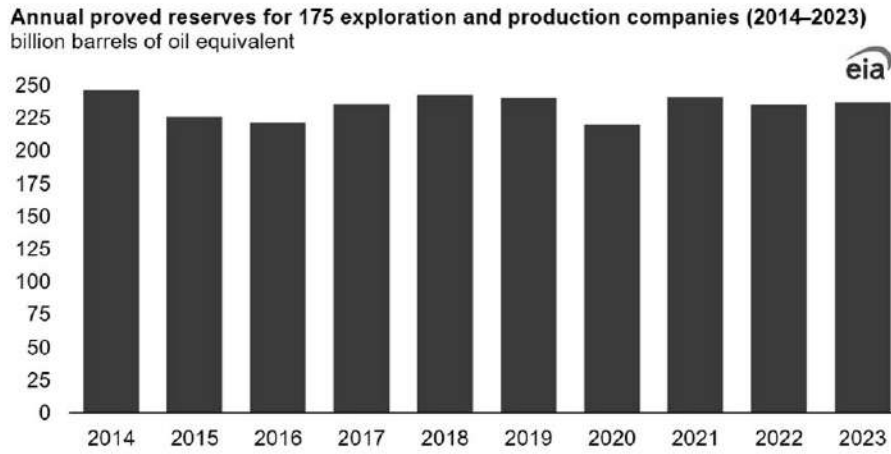
La compagnie britannique BP quant à elle, nous propose trois scénarios proches de ceux de l'AIE, avec un pic de la demande énergétique finale entre 2025 et au plus tard 2035. Dans les trois scénarios, la part des sources d'énergies fossiles (hydrocarbures et charbon) est appelée à chuter de 80% en 2019 à entre 20 et 50% à l'horizon 2050. Cela correspond à un modèle de consommation énergétique qui sera dominé par l'électricité, dont la part est appelée à atteindre entre 33 et 52% à l'horizon 2050, soit une croissance de 75% à l'horizon 2050, et une expansion très rapide des ENR, dont les capacités installées en solaire et éolien atteindront entre 12.000 et 20.000 GW à l'horizon 2050, selon les scénarios envisagés.

Enfin il faut surtout retenir que la part du pétrole et du gaz dans la demande selon BP à compter de 2024 vont atteindre :

« New Momentum » : 73 millions de barils par jour pour le pétrole, et 4.700 Mds M3 pour le gaz avec un plateau à compter de



Source des données : Evaluate Energy
Remarque : Comprend les achats de réserves non prouvées. Les dépenses des sociétés associées représentent les sociétés affiliées dans lesquelles une société détient une participation.



Source des données : Evaluate Energy

2045.
« Accelerated » : 42 millions de barils par jour pour le pétrole, et 2.500 Mds M3 pour le gaz avec une chute à compter de 2030.
« Net Zero » : 20 millions de barils par jour pour le pétrole, et 1.700 Mds M3 pour le gaz, avec une chute à compter de 2025.
A l'inverse de BP, Exxon Mobil vient pratiquement de rejoindre la position de l'OPEP en déclarant (Réf : Global Outlook – our View to 2050) que « le monde devra produire 15% d'énergie de plus qu'aujourd'hui en 2050 » pour satisfaire la demande mondiale qui sera tirée à raison de 25% par les pays en développement, alors que celle des pays développés va reculer de -10% à cet horizon. Ce qui signifie que la consommation énergétique mondiale sera toujours constituée par les hydrocarbures (pétrole et gaz) à raison de 54% en 2050, soit à peine 2% en moins des 56% de 2023. Par contre, et surtout à cause du charbon dont la part passera de 25% à 14% entre 2023 et 2050, la part des énergies fossiles va passer de 81% à 67% sur la même période. La demande pétrolière quant à elle, devrait atteindre son pic vers 2030, mais va demeurer stable avec 100 millions de barils par jour jusqu'en 2050. Exxon Mobil prévoit par ailleurs que sa production atteindra 5 millions de barils par jour en 2027, un niveau jamais égalé grâce aux nouvelles découvertes faites en Guyane, ainsi que sa production à partir du bassin Permien (USA). Elle comprendra un million, puis deux millions de barils par jour à partir de ses découvertes en Guyane, et deux autres millions de barils par jour à partir du bassin permien !
De son côté, « Goldman Sachs Research », s'attend à ce que la demande en pétrole augmente au cours de la prochaine décennie jusqu'en 2034, du fait de la faiblesse des ventes de véhicules électriques, des autres consommations dans le secteur de la pétrochimie entre autres, et d'une demande croissante de la Chine. Le secteur du transport routier va demeurer pour longtemps le principal consommateur, mais la part des essences pourrait atteindre un pic vers 2028 étant celle qui sera de plus en plus remplacée à partir de cet horizon par la mobilité électrique, tandis que la part du

diesel poursuivra sa croissance jusqu'en 2034, et celle du kérosène jusqu'en 2040. Dans son dernier rapport intitulé « Energy Intelligence 2023 Outlook », « EI » prévoit aussi une légère augmentation de la demande pétrolière vers 2028 jusqu'à 106 millions de barils par jour, suivie d'une stabilisation à ce niveau jusqu'en 2030, puis un recul continue sur les décennies suivantes. Par contre la demande gazière poursuivra sa croissance, surtout en matière de GNL, tirée surtout par les pays asiatiques.

La part des ENR dans les usages de l'énergie

Il faut cependant tenir compte d'un accroissement gigantesque des investissements dans le secteur des ENR avec actuellement 1 milliard de dollars par jour pour le déploiement du solaire ! Plus de 350 GW de capacité de production d'énergie renouvelable ont été ajoutés rien qu'en 2023 ! (Source : AIE-WEO 2023). Ce qui fait que l'AIE prévoit une chute de la demande mondiale en pétrole dès 2024 et un pic de plus en plus probable avant 2030. C'est ce qu'on constate particulièrement en Europe où le plan REPowerEU devrait faire passer la part des ENR à 67% en 2030, puis 88% en 2050, dans sa consommation d'électricité, alors que l'hydrogène devrait aussi de son côté être de plus en plus introduit dans l'industrie et la mobilité au-delà de 2030. Tenant compte du processus de transition énergétique à l'échelle mondiale, et des projections ou objectifs cités ci-dessus, qu'ils soient ou non partagés par tous les analystes, cela peut signifier ainsi (en théorie) qu'une partie des réserves fossiles, risque de demeurer dans le sous-sol, faute de demande et probablement aussi faute de rentabilité à un moment ou à un autre. C'est en particulier le cas pour le pétrole, le gaz étant dorénavant considéré comme le principal « allié » des ENR pour la transition énergétique. C'est dans cette atmosphère que la dernière COP 28 a été la scène d'un débat très intense entre deux visions : Une sortie pure et simple des énergies fossiles par la réduction de la production.

Ou une sortie graduelle par une transition douce à travers la réduction de la consommation et par conséquent de la demande. On peut croire peut être que l'objectif est le même, mais c'est la deuxième option qui a pris le dessus, plaçant la responsabilité climatique au niveau des consommateurs et non des producteurs. Cette nuance est importante et a fini par conforter principalement les pays de l'OPEP+ qui ont produit environ 40 millions de Bep par jour en 2023, correspondant à environ 40% de leurs recettes d'exportation et budgets, contre 62 millions de Bep par jour de la part des autres exportateurs souvent eux-mêmes aussi les plus gros consommateurs (USA).

Le cas des USA : premiers producteurs et premiers consommateurs en pétrole et gaz

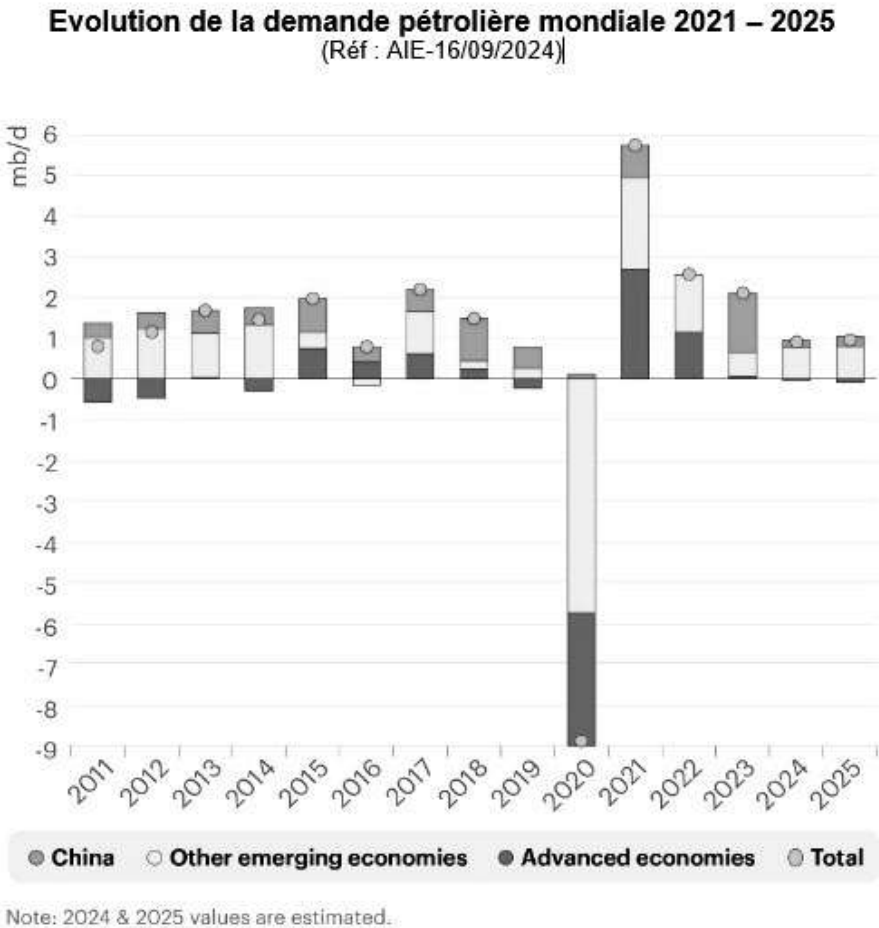
Il est alors intéressant d'étudier le cas des USA qui sont en principe autosuffisants étant les premiers producteurs de pétrole et de gaz dans le monde, mais aussi les premiers importateurs de pétrole avec 8,5 millions de barils par jour en 2023 ! Selon l'EIA (Energy Information of America), « les réserves prouvées de pétrole brut et de condensats de concession aux États-Unis ont augmenté de 9 %, passant de 44,4 milliards de barils à 48,3 milliards de barils à la fin de l'année 2022 ». Celles en gaz naturel ont augmenté de 10 %, passant de 625,4 Tcf à la fin de l'année 2021 à 691,0 Tcf à la fin de l'année 2022, établissant un nouveau record pour les réserves prouvées de gaz naturel aux États-Unis pour une deuxième année consécutive». «Aucun pays dans l'histoire n'a extrait autant de pétrole que les États-Unis au cours de chacune des six dernières années », atteignant en 2023 pour la première fois depuis 60 ans, une production pétrolière moyenne de 13 millions de barils par jour. Elle devrait passer à 14 millions de barils par jour en 2026. « La production américaine de gaz est également la plus importante au monde, ayant augmenté de 50 % au cours de la dernière décennie », atteignant plus de 1000 milliards de M3 en 2023 et faisant des USA le premier exportateur de GNL dans le monde. On peut s'étonner alors que les USA puissent dépendre encore des importations massives de pétrole en provenance d'autres régions du monde avec 8,5 millions de barils par

jour en 2023, dont 20% à partir du Moyen orient et le reste du Canada et du Mexique ? Il y va effectivement de leur indépendance énergétique pour deux raisons : Des capacités et process de raffinage de pétrole lourd, non adaptées à la qualité du pétrole léger qu'ils produisent de plus en plus, et dont la conversion pose des problèmes techniques et financiers (rendement). Et le coût de transport du pétrole produit à l'intérieur d'un pays aussi vaste. C'est cette dépendance et l'impératif d'une indépendance énergétique qui a amené la promulgation de la loi climatique de J.Biden en 2022 avec un budget colossal de 369 milliards de dollars pour les énergies renouvelables, alors que son concurrent aux élections, D. Trump défend l'inverse par l'augmentation de la production d'hydrocarbures. Les USA demeurent les premiers producteurs de pétrole et de gaz dans le monde et rien n'indique qu'ils ne le resteront pas encore au cours de la prochaine décennie, au moins jusqu'en 2035, alors que de nouvelles découvertes importantes dans le monde mettront d'ici là leur production sur le marché pétrolier et gazier.

Nouvelles découvertes et futures capacités de production

On peut citer à ce sujet l'attrait en matière d'exploration des nouveaux bassins offshore, particulièrement autour de la Guyane et en Afrique de l'Ouest, où pratiquement toutes les grandes compagnies pétrolières et gazières se bousculent pour devenir opérateurs sur un ou plusieurs blocs, avec d'importants investissements et l'usage de nouvelles techniques d'exploration en offshore profond. D'importantes découvertes de pétrole et de gaz ont été faites et d'autres vont probablement suivre : Les découvertes réalisées par ExxonMobil au large de la Guyane renfermeraient environ 12 milliards de Bep récupérables. « La Guyane est en passe de dépasser le Venezuela avec une production qui va passer de 650.000 barils par jour à plus d'un million de barils par jour en 2027 », ce qui va propulser cette région au cinquième rang des producteurs de pétrole vers le milieu des années 30.

(A suivre)



VERS UNE NOUVELLE ÈRE ÉNERGETIQUE

Avec quelles ressources ? Et au profit de qui ?

2^e partie

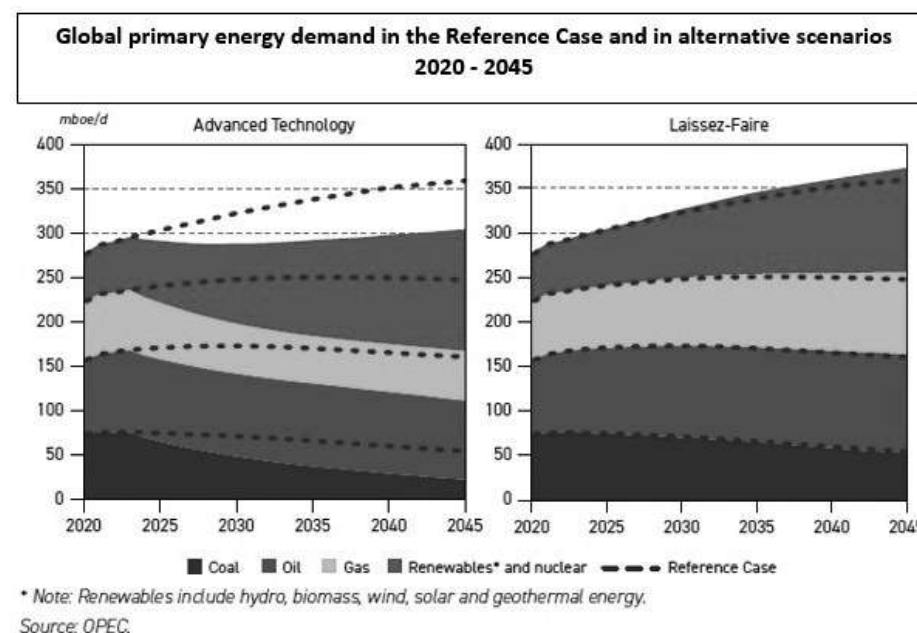
Faut-il croire que la fin des combustibles fossiles va survenir Par celle des réserves ou de la demande / consommation ? Avant toute chose il faut faire la différence entre : Le « PIC PETROLIER » qui signifie le moment à partir duquel où la production pétrolière mondiale va décliner pour l'une ou les deux raisons suivantes : baisse des réserves prouvées exploitables, et/ou baisse de la production du fait de l'incapacité des techniques d'exploitation des réserves même si elles sont en augmentation, mais sont complexes ou non rentables à produire.

Le Moyen Orient, qui renferme déjà l'essentiel des réserves mondiales en hydrocarbures avec 48% pour le pétrole et 40% pour le gaz naturel, et y contribue en production avec 31,5% en pétrole (30,3 millions de barils par jour en 2023), et 17,4% en gaz naturel (713 Mds M3 par an), n'est pas en reste, puisque le Koweït vient d'annoncer une importante découverte de 3,2 Mds de barils équivalents pétrole qu'il compte exploiter rapidement, pour compenser la baisse de sa production enregistrée depuis 2020. L'Arabie saoudite a récemment entamé le développement de son potentiel en gaz de schiste. « L'Afrique renferme 7,2% des réserves pétrolières dans le monde et 6,9% des réserves gazières. Sa production pétrolière a atteint environ 7,5 millions de barils par jour en 2022 et devrait décliner vers 2030 à environ 6 millions de barils. Par contre celle du gaz naturel est en progression, a atteint 275 milliards de M3 en 2022 et devrait augmenter encore à l'horizon 2030, dans la mesure où 40% des nouvelles réserves mondiales découvertes depuis 2010, l'ont été en Afrique. L'Afrique est prévue contribuer à hauteur de 25% (750 millions de Tep) à l'augmentation de la demande d'énergie primaire mondiale à l'horizon 2050. Sa production gazière devrait atteindre 550 Mds M3 en 2050 et nécessitera alors un investissement en amont de près de 1.100 Mds de dollars. (<https://www.energymagazinez.com/2024/03/19/appo-banque-africaine-de-lenergie-et-defis-energetiques-de-lafrique/>). Les cinq plus grands détenteurs de réserves et producteurs d'hydrocarbures sont le Nigeria, l'Algérie, la Libye, le Mozambique, et l'Égypte.

En Afrique de l'Ouest, le bassin offshore d'Orange en Namibie est en tête au point de vue attractivité et pourrait pratiquement reproduire le succès de la Guyane. Une dizaine de grandes compagnies pétrolières et gazières sont déjà présentes sur son domaine offshore, dont la portugaise Galp qui a annoncé un potentiel de 10 milliards de barils de pétrole dans sa découverte de « MOPANE ». Shell et TotalEnergies ont aussi annoncé des résultats similaires, tandis que BP, ENI, et Chevron se préparent à entamer leurs forages d'exploration.

Le Sénégal et la Mauritanie sont les deux autres pays dont le potentiel en gaz surtout, est en pleine croissance, avec le démarrage de la production de gaz vers la fin 2024 du gisement de « Grande Tortue Ahmeyin (GTA) » situé à cheval sur leur frontière commune. Ce gisement renfermerait 450 Mds M3 de gaz, dont la production sera liquidifiée sur place à raison de 2,3 millions de tonnes de GNL par an (environ 3,2 Mds M3). Au-delà du potentiel existant :

– Le Sénégal possède deux autres gisements offshore non développés à ce jour : celui de « Sangomar » opéré par Woodside (82%)



en partenariat avec Petrosen (18%), renfermant des réserves estimées à environ 600 millions de barils de pétrole, avec une capacité de production de 100.000 barils par jour, ainsi que le gisement de gaz « Yakaar-Teranga » qui renfermerait environ 700 Mds M3 de gaz.

– La Mauritanie possède elle aussi deux gisements de gaz offshore : « BirAllah », découvert initialement par un premier puits « Marsouin 1 », puis confirmé par un deuxième puits « Orca 1 » en 2019, au niveau du bloc C8 opéré depuis 2012 par Kosmos Energy en partenariat avec la SMH, puis rejoints par BP qui a racheté 60% des parts de Kosmos Energy. Il renfermerait des réserves estimées à 1.400 Mds M3 de gaz, c'est-à-dire deux fois plus que « GTA ». Le deuxième gisement de gaz de plus petite taille, « Bandar », situé dans la partie nord du domaine offshore mauritanien, a été découvert en 2012 par Woodside puis abandonné, ses réserves n'étant que d'environ 35 Mds M3.

Le bassin offshore au large de la Côte d'Ivoire, lui aussi est en train de connaître un développement important des découvertes de l'ENI, dont le gisement de Baleine qui produit déjà 22.000 barils équivalent pétrole par jour, et la récente découverte de pétrole-gaz-condensat de Calao, qui renfermerait entre 1 et 1,5 milliards de barils équivalent. La compagnie ENI opère déjà 4 blocs (CI504, CI526, CI706, et CI708) où elle prévoit d'investir 80 millions de dollars sur une période d'exploration de 3 ans, qui pourrait faire tripler la production pétrolière de la Côte d'Ivoire à moyen terme.

La chute de la production pétrolière russe depuis 2022 a largement été remplacée par la croissance de celle des USA, mais pas celle de ses exportations vers l'Europe qui ont été largement compensées par les exportations vers l'Asie en pétrole, et vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud pour les produits pétroliers. Cette tendance a même en quelque sorte entraînée une aug-

mentation globale des exportations russes en pétrole et produits pétroliers.

Un pic de la demande suivi d'un pic du prix du baril ?

Du côté de l'OPEP, sa volonté de préserver un prix et une part de marché, avec plusieurs réductions (2 MMB/J en 2022, puis de façon volontaire 1,66 et 2,2 MMB/J en 2023) a tout juste permis la stabilisation de son niveau de production, face à une production pétrolière mondiale qui augmente régulièrement, surtout à partir des nouvelles zones où d'importantes découvertes ont été faites, et une demande qui ne suit pas au même rythme.

Du côté de l'AIE, celle-ci prévoit qu'il y

aura d'ici 2030 environ 8 millions de barils de pétrole par jour en plus sur le marché, qui viendront concurrencer la production OPEP+. Face à l'incertitude de l'équilibre offre/demande et par conséquent du marché, il est de plus en plus probable que :

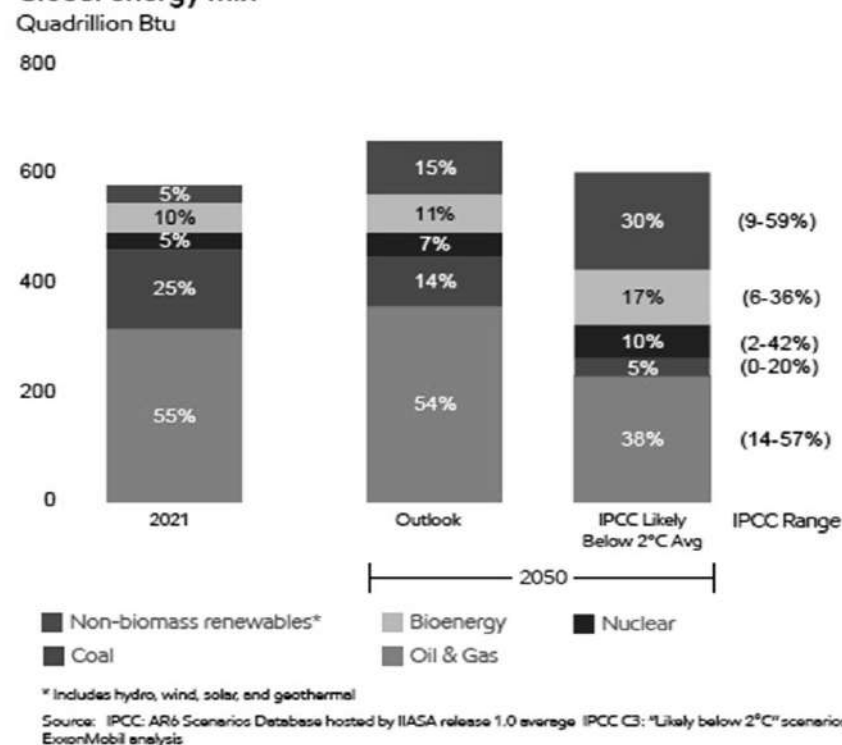
D'une part, la presque certitude que toute nouvelle augmentation de production qu'elle vienne d'ailleurs, ou de l'OPEP+ après la fin des réductions actuelles en 2025, aura un impact sur le prix vers la baisse. Face aux récentes chutes du baril à moins de 75 dollars, l'OPEP+ vient d'ailleurs de décider le 05 Septembre 2024 de reporter à la fin de l'année 2024, l'annulation progressive des réductions de production volontaires de 2,2 million de baril par jour, alors qu'elle était prévue pour le mois d'octobre 2024.

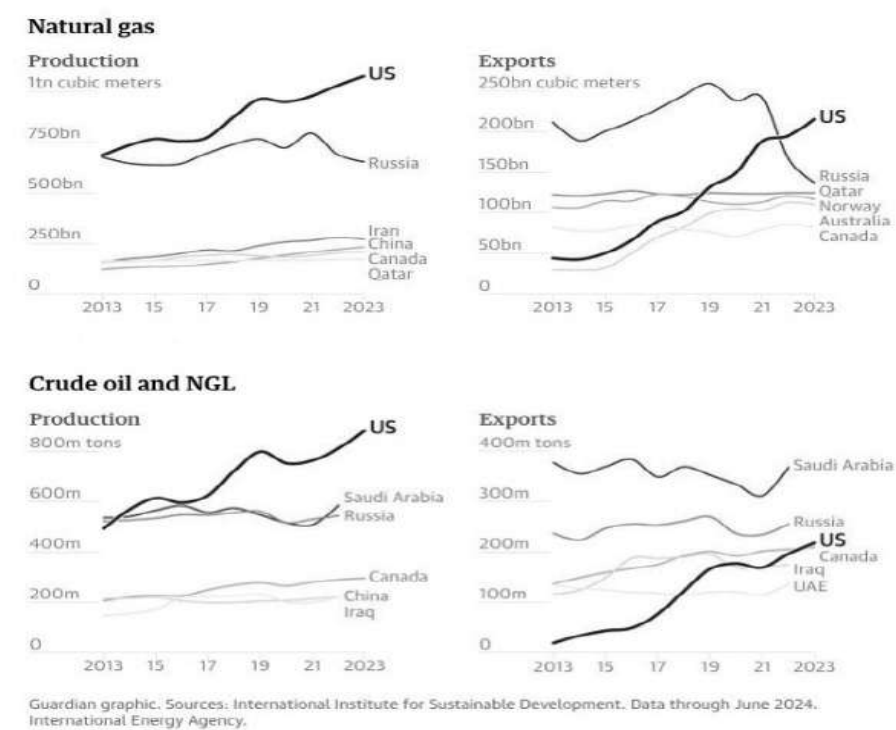
D'autre part, la crainte de plus en plus présente chez les détenteurs de grandes réserves (Moyen Orient) d'un éventuel abandon de réserves dans le sous-sol à long terme, va les amener à envisager ou même commencer à mettre en œuvre des stratégies de valorisation locale d'une part de leur production pétrolière (cas de l'Arabie Saoudite en pétrochimie). Les autres pays (africains surtout) ont pour leur part d'autres soucis : préserver la rente, améliorer l'accès à l'énergie, et aussi tenter de valoriser localement leur production.

On peut donc considérer que les deux dernières décennies ont été marquées par :

Une « AUGMENTATION RÉGULIÈRE DES RÉSERVES » et de la production de pétrole et de gaz, en particulier au niveau des USA si on inclut les hydrocarbures non conventionnels développés et mis en production, ainsi que le potentiel mis en évidence dans les nouveaux bassins offshore dont ceux autour de l'Afrique et d'Amérique la-

Global energy mix





tine. Une augmentation de la demande pétrolière, tirée surtout par le secteur du transport qui compte pour 45% dans la demande pétrolière, avec un nouveau parc de 600 millions de véhicules et l'accroissement du transport par fret à raison de 65%. Le secteur pétrochimie n'en consomme que 15%. (Réf : AIE WEO 2023). La demande est par ailleurs tirée essentiellement par les pays non-OCDE à raison de 90%, et la consommation intérieure/locale des pays gros producteurs eux-mêmes (Moyen Orient et Russie à raison de 2%). L'essentiel de cette demande non-OCDE vient de la Chine, l'Inde, et autres pays asiatiques à raison de 60% en moyenne, mais où il y a les plus gros efforts en matière de développement des ENR, du nucléaire, et de réduction de la consommation de charbon. Ce qui laisse prévoir une stagnation de la demande pétrolière globale à moyen terme. La consommation gazière a quant à elle augmenté de façon régulière à raison d'environ 2% par an en passant de 2500 à 4000 Mds M3 entre 2000 et 2022, essentiellement tirée par les secteurs de l'industrie et de l'électricité, particulièrement au niveau des pays d'Asie-Pacifique, et du Moyen Orient dont les taux de croissance de la consommation sont les plus importants. Les capacités de génération du nucléaire sont demeurées stables durant la première décennie jusqu'en 2011 avec environ 370 GW, avant une importante chute entre 2012 et 2014 à 355 GW, suivie d'une reprise progressive vers un pic de 375 GW à compter de 2018, correspondant à environ 5,2% de la demande globale d'énergie primaire. La crise énergétique de 2021, aggravée par les conflits géopolitiques actuels a entraîné la reconsidération des politiques de sortie du nucléaire notamment en Europe et en Asie, où est située la majorité des 57 nouvelles centrales (60 GW) qui sont actuellement en construction. Mais le principal problème qui demeure concerne le vieillissement du parc nucléaire dont 25% des centrales date de plus de 40 ans et 40% entre 30 et 40 ans. Une tendance nette vers un « PIC DU PRIX DU BARIL », dans la mesure où sa stabilité ne le doit qu'à la « lutte acharnée » de l'OPEP+ à travers des coupes répétées ou de reports de son plan de réduction d'année en année, et une cohésion plus ou moins respectée en son sein. Les quelques hausses intermittentes n'ont survécu que suite aux impacts des risques géopolitiques dont on n'arrive plus à entrevoir l'issue (guerre russo-ukrainienne et palestinienne-israélienne), alors que certains sont de courte durée en général (Libye). Une accélération de la transition énergétique au niveau des pays les plus développés à travers non seulement le recours à de nou-

velles sources d'énergies dites propres, mais aussi de nouveaux modèles de consommation énergétique. Les capacités de production solaire sont passées d'une cinquantaine de GW en 2010 à plus de 600 GW en 2022, et vont pratiquement doubler à l'horizon 2030. La crise énergétique survenue en 2021, due à l'incapacité des ENR à répondre aux besoins croissants post COVID, puis aggravée par les conflits géopolitiques (2022-2023) a fini par modifier définitivement la scène énergétique mondiale, déjà sous pression d'une interdépendance entre pays importateurs soucieux de leur approvisionnement, et pays exportateurs soucieux de leurs revenus. D'où l'avènement de nouvelles politiques, nouvelles alliances, et nouveaux canaux des échanges à travers le monde surtout en ce qui concerne le gaz naturel qui demeure épargné même s'il s'agit d'une ressource fossile et non renouvelable. Les prochaines décennies vont être marquées par : La poursuite de l'accroissement de la consommation énergétique mondiale, tirée surtout par celle de l'électricité, mais avec une part des énergies fossiles en chute continue dans le mix énergétique : Selon l'OPEP, la part des énergies fossiles devrait passer de 80% en 2022 à 69% en 2045. Selon l'AIE, la part de l'électricité, devrait croître régulièrement de 4% en 2024, et se maintenir au-delà de 2025. Celle des énergies fossiles y compris le gaz devrait ainsi passer en 2050 à 20% dans son scénario STEPS, 10% dans le scénario moyen APS, et 2% dans le scénario NZE, tandis que le nucléaire demeurera stable autour de 10 %. Le monde va être caractérisé de plus en plus par un énorme déséquilibre en matière de consommation et par conséquent de demande énergétique, ainsi qu'une mutation très rapide des usages vers l'électricité. Cela va modifier complètement les échanges à travers le monde. A titre d'exemple, la part de la consommation énergétique en Asie-Océanie en 2033 sera de 71%, dont 67% pour la Chine. Celle de l'Afrique sera tout juste de 3%, alors qu'il s'agit du continent le moins raccordé actuellement à l'énergie. Selon l'AIE, la demande en électricité est prévue croître en 2024 de 8% en Inde, 6% en Chine, 3% aux USA, mais seulement 1,7% en Europe. Il faut cependant noter que la part des ENR, dont les investissements devraient dépasser les 2000 milliards de dollars en 2024, (soit deux fois plus que les énergies fossiles), devrait dépasser dès 2025 celle issue du charbon. Selon une récente analyse du « GECF » à l'échelle mondiale, l'électrification croissante des usages de l'énergie devrait atteindre au

moins 29% de la demande totale d'énergie finale en 2050, tandis que la part des ENR dans la consommation d'énergie de l'UE des 27 atteindra 46% en 2024, puis en moyenne 69% en 2030, et 80% en 2050. Il est donc assez clair que l'électricité dans la consommation d'énergie à travers le monde va être le principal moteur de sa croissance au cours des prochaines décennies, et ce, à travers surtout les ENR. Cet accroissement proviendra de plus en plus d'une production d'origine renouvelable, du nucléaire qui est de nouveau réhabilité, mais aussi du charbon sur le moyen terme, car ses réserves sont immenses, et sa consommation mondiale a augmenté entre 2022 et 2023 pour atteindre selon l'AIE « 8,7 milliards de tonnes, tirée par une forte croissance en Chine et en Inde (+7 et 10% par rapport à 2022) ». Elle devrait même augmenter encore en 2024-2025 sous la pression de la demande dans les secteurs de l'électricité et de l'industrie dans ces deux pays, ainsi que d'autres en Asie (Vietnam), alors que partout ailleurs (USA, Europe, et partiellement en Asie : Japon, Corée), on constate un recul continu de l'usage du charbon. Le recul du charbon a eu lieu surtout au niveau des nouvelles centrales depuis 2006, dont le rendement s'est beaucoup amélioré au point de vue génération d'électricité. Sa part dans le mix énergétique est demeurée stable entre 2006 et 2014 autour de 40%, avant d'entamer une chute régulière autour de 35% en 2022. Selon ExxonMobil, sa part dans le mix énergétique devrait par contre passer à 13% entre 2023 et 2050. Le nucléaire, va demeurer stable et même augmenter légèrement malgré les politiques de démantèlement annoncées durant la dernière décennie surtout en Europe. Seule l'Allemagne a maintenu pour le moment sa stratégie de sortie du nucléaire, mais au détriment de son économie en crise actuellement suite à la crise énergétique de 2021, aggravée par la rupture de l'approvisionnement en gaz de la Russie. La capacité du parc nucléaire mondial devrait passer selon l'AIE entre 2022 et 2050, de 417 à 620 GW dans le scénario STEPS, 770 dans le scénario APS, et 900 GW dans le scénario NZE. La Chine entend atteindre 10% d'électricité produite dans des centrales nucléaires en 2035 (150 GW), ce qui implique la construction de près d'une centaine de réacteurs d'ici-là ! Elle deviendra alors de loin la première puissance mondiale du nucléaire civil. La France est en train de projeter la construction de plusieurs centrales de dernière génération « SMR », alors que l'Italie « a appelé à une relance de l'industrie nucléaire européenne, la qualifiant d'élément essentiel d'une politique énergétique équilibrée pour soutenir avec succès le continent dans ses plans de transition énergétique » par la voix de son Vice-Premier Ministre. Le principal défi dans le secteur du nucléaire demeure cependant le vieillissement des centrales dont l'âge de la majorité d'entre elles dépasse les 30 et 40 années. La croissance de la demande pétrolière va demeurer lente à moyen terme avant d'être négative au-delà de 2030 ou au plus tard 2035, face à une évolution des modèles de consommation énergétique qui seront de plus en plus basés sur l'électricité qui sera produite de plus en plus par un mix Gaz-ENR, et partiellement nucléaire-charbon. A cet horizon, la plupart des analyses en dehors de celles de l'OPEP, prévoient le démarrage d'un plateau des consommations en pétrole à moins de 100 millions de barils par jour. La stratégie de l'OPEP+ étant basée sur la défense du prix, l'amènera à maintenir son niveau de production actuel, face aux nouvelles réserves y compris les non conventionnelles qui continueront à être mises en production si le baril ne chute pas à moins de 30 \$. « Citi Research et Bank of America

» pensent que le prix actuel entre 70 et 80 \$ est temporaire, lié aux conflits géopolitiques, et qu'il y a un excédent de pétrole sur le marché qui va le faire chuter autour de 60 \$ en 2025, et demeurera entre 60 et 80 \$ à moyen terme. Un ralentissement des investissements pétroliers de façon globale, parce que les plus importants sont de plus en plus consacrés à la maintenance des capacités de production vieillissantes, et aux nouveaux bassins offshore où l'exploration et le développement sont très coûteux. Si on ne tient compte que du scénario de l'AIE pour limiter le réchauffement climatique à 1,5° à l'horizon 2050, il est évident « qu'il n'y a pas de place pour de nouveaux projets de combustibles fossiles » (selon Greg Muttit de l'IISD). Mais le problème qui se pose et que défendent les compagnies pétrolières est lié aussi aux besoins en gaz naturel dont l'accroissement de consommation, et par conséquent en investissements, ainsi que son rôle prédominant dans la sécurité énergétique de tous les pays, est pratiquement fondamental. Le gaz naturel poursuivra donc sa progression dans le mix énergétique, en particuliers à travers des investissements dans la liquéfaction (GNL), qui devraient augmenter de plus de 50 % d'ici 2029 selon « Goldman Sachs Research », les USA étant appelés à demeurer le premier producteur de gaz au monde au moins jusqu'en 2030, et les premiers exportateurs de GNL aussi. Un récent rapport de l'IGU (International Gas Union) « révèle que le commerce mondial du GNL a augmenté de 2,1% en 2023, dépassant les 401 millions de tonnes, le gaz devenant un élément essentiel du mix énergétique, avec une capacité de liquéfaction qui devrait atteindre plus de 700 MTPA d'ici 2030 ». L'augmentation de l'offre GNL à l'échelle mondiale sera de 80% à l'horizon 2030, ce qui entraînera probablement une baisse de son prix en Europe et en Asie selon « Goldman Sachs Research ». Les prix spot ont certes baissé en atteignant 13,86 \$/MMBtu en 2023, un niveau encore acceptable, mais un autre paramètre risque aussi de modifier les échanges de gaz dans le monde et les faire chuter, lié à l'accroissement prévisible de volumes importants de « GNL dit flexible », provenant de nouvelles infrastructures de liquéfaction en Afrique (Mauritanie-Sénégal, Congo Brazzaville, Namibie, etc...), en Asie (Indonésie), et même du Qatar en remplacement des contrats à long terme non renouvelés. Il est par conséquent clair que le monde s'oriente vers une nouvelle ère énergétique qui va être caractérisée : D'abord par de nouveaux modèles de consommation qui seront de plus en plus basés sur « l'électricité », à travers une expansion très rapide des ENR. Un recul de la demande pétrolière à compter de 2030 ou au plus tard 2035, mais le maintien de la place du gaz dans le mix énergétique à l'horizon 2050. La diversification des sources d'énergie certes dans un objectif « apparent » de lutte contre le réchauffement climatique, mais surtout de sécurité et de souveraineté énergétique. Une profonde modification des échanges énergétiques à travers le monde, qui va placer le gaz naturel au centre de préoccupations géopolitiques. Le développement et le recours aux ENR n'est plus un sujet à débattre en tant que source d'énergie, mais plutôt comment en élargir les sources et les usages. Et l'hydrogène vert est ainsi en train d'en devenir le thème principal. C'est ce que nous tenterons d'aborder dans notre prochaine contribution intitulée : « l'hydrogène vert et « son canal Afrique / Maghreb-Europe : Un mythe ou une réalité ? » (*) Expert en énergie, ancien ministre

BNP PARIBAS ACT.A

Pourquoi les banques françaises ont (très) peu de chances d’être rachetées

Depuis qu'Unicredit ne fait plus mystère de sa volonté de fusionner avec Commerzbank, le marché se réinterroge sur d'hypothétiques mariages transeuropéens. Mais, pour les banques françaises cotées, des opérations de consolidation, sont quasi-impossibles. Même au niveau national.

C'est le grand sujet d'actualité du secteur bancaire en cette rentrée 2024: les velléités de mariage de la banque italienne Unicredit avec sa consoeur allemande Commerzbank. L'établissement transalpin a acquis 9% de sa rivale la semaine dernière. La direction d'Unicredit n'a pas fait mystère de vouloir, in fine, fusionner avec Commerzbank. Le directeur général, Andrea Orcel, a encore vanté auprès du Handelsblatt les mérites d'une telle union, lundi. Cette opération a ramené à la surface le sujet de la consolidation bancaire transfrontalière, un serpent de mer et un potentiel catalyseur pour les actions du secteur en Europe. En mai, le président de la République, Emmanuel Macron avait d'ailleurs un peu alimenté les spéculations du marché, en déclarant à Bloomberg qu'il n'était pas fermé à l'idée d'un rachat d'une banque française par un autre établissement européen. S'il n'avait pas cité de nom, l'action Société Générale, la banque avec la valeur en Bourse la plus petite, avait progressé à la suite de ces propos. Le locataire de l'Elysée avait ensuite précisé sa pensée, indiquant à L'Express qu'il n'avait ni à "souhaiter" ni à "bloquer" une consolidation bancaire. Pour autant, les annonces sur Unicredit et Commzerbank n'ont cette fois pas bénéficié aux actions des banques françaises cotées, à

savoir BNP Paribas, Crédit Agricole SA et Société Générale. Le marché n'a pas effectué de lecture croisée qui l'aurait conduit à juger que cette potentielle fusion pourrait signaler d'autres opérations pour les établissements tricolores.

Les patrons de BNP et Société Générale ne croient pas à des fusions transfrontalières

Plusieurs éléments expliquent cette absence de réaction. Tout d'abord, si Unicredit est une banque italienne et Commerzbank une banque allemande, le caractère transfrontalier d'un potentiel mariage doit être relativisé. Unicredit est en effet très présent en Allemagne, où le groupe italien est entré en 2005 avec le rachat de Hypovereinsbank (HVB). L'Allemagne représentait ainsi son deuxième marché en 2023, avec 22% du total de ses revenus. Dans une note publiée la semaine dernière, le bureau d'études Alphavalue considérait ainsi que les intentions d'Unicredit devaient davantage être considérées "comme une approche domestique plutôt qu'une opération transfrontalière, la banque italienne étant davantage susceptible de rechercher une fusion avec sa division allemande HVB plutôt que de vouloir créer un géant bancaire européen". Au-delà du cas spécifique Unicredit-Commerzbank, la consolidation reste un catalyseur

qui a peu de probabilité de se concrétiser pour les banques françaises. Des opérations transfrontalières apparaissent compliquées pour ne pas dire impossibles à mener en France. En mai, le directeur général de BNP Paribas, Jean-Laurent Bonnafé, avait déclaré ne pas croire à de telles opérations en Europe. "Seul un acteur domestique peut acheter un autre acteur domestique", avait-il expliqué lors de l'assemblée générale de sa banque. Le directeur général de Société Générale, Slawomir Krupa, a exactement tenu le même discours, jugeant d'ailleurs que la probabilité d'une opération transfrontalière de grande ampleur était "nulle". "Les opérations de consolidation en Europe sont extraordinairement improbables, ce pour une série de raisons", déclarait-il en mai, également lors de l'assemblée générale de son groupe.

La première de ces raisons était "d'ordre réglementaire : il y a des surcharges en capital importantes qui sont liées à la taille des établissements bancaires", avait-il fait valoir. Le dirigeant soulignait aussi qu'il était historiquement difficile d'extraire des synergies dans le cadre d'une opération transfrontalière. Une des synergies en question est "celle de pouvoir utiliser la liquidité au niveau du groupe bancaire et non pas de ses différentes implantations nationales". Or cela est aujourd'hui "très largement limité par la structure de l'union bancaire" avec les restrictions "liées à la circulation des liquidités transfrontalières", expliquait-il. Un analyste du secteur interrogé par BFM Bourse en mai allait dans leur sens: "Il n'y a pas de marché unique bancaire en Europe et la consolidation transfrontalière est passée de mode", avançait-il.

MALGRÉ UN VENDREDI COMPLIQUÉ

Le CAC 40 a gagné du terrain cette semaine

La Bourse de Paris a ployé sous les prises de bénéfices ce vendredi, au lendemain d'un puissant rebond alimenté par la décision de la Fed d'abaisser ses taux. Le CAC 40 clôture en baisse de 1,50% vendredi soir, mais sauve l'honneur sur l'ensemble de la semaine (+0,47%). Au lendemain de sa meilleure séance de l'année (+2,29%), la Bourse de Paris a accusé le coup. Le CAC 40 boucle ainsi la semaine sur un lourd repli de 1,51% pour clôturer au plus bas du jour, à 7.500,26 points. Ces prises de bénéfices ont été appuyées par une certaine volatilité en cette journée exceptionnelle des quatre sorcières, séance au cours de laquelle quatre types de produits dérivés expirient simultanément.

Le bilan est cependant positif sur la semaine pour l'indice parisien qui gagne 0,47%. Il faut dire que les marchés mondiaux ont salué, jeudi, l'annonce de la baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) de 50 points (0,5 point de pourcentage). "La Fed a donc parlé et les marchés ont globalement apprécié : c'est le message de la semaine", résume Florian Ielpo, responsable de recherche macroéconomique chez Lombard Odier Investment Managers. Les constructeurs auto à la peine, OPA à venir sur Esker Du côté des valeurs, les constructeurs automobiles ont pâti de l'avertissement sur résultats de Mercedes qui a plié de 6,8% à Francfort. Dans son sillage, Stellantis a rendu 3,4% et Renault a cédé 2,6%.

A New York, Fedex plonge de 14,3% sanctionné après une révision à la baisse de ses prévisions pour 2024, jeudi soir. Le spécialiste des logiciels de matérialisation Esker a en revanche rebondi de 12,3%, à 264 euros, soit au-dessus des 262 euros par action proposés par le fonds britannique Bridgepoint qui s'est associé au fonds General Atlantic et aux dirigeants pour concrétiser une offre publique d'achat sur le groupe lyonnais. Sur les autres marchés, l'euro est stable face au dollar à 1,1154 dollar. Le pétrole abandonne du terrain. Le contrat sur le Brent de mer du Nord de novembre baisse de 0,5% à 74,53 dollars le baril tandis que celui sur le WTI coté à New York redonne 0,2% à 71,00 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 19 Septembre 2024 Valeur : 23 Septembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.1259	132.1409
1	EUR	EURO	146.9108	146.9539
1	GBP	POUND STERLING	175.1172	175.1603
100	JPY	JAPANESE YEN	92.8372	92.8543
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6898	18.6941
1	CHF	SWISS FRANC	156.3065	156.4168
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.4595	97.4778
1	DKK	DANISH KRONE	19.7498	19.7532
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0402	13.0454
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5907	12.5967
1	AED	UAE DIRHAM	35.9712	35.9792
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2054	35.2132
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.1997	433.3909
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.2512	43.6859
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5759	13.5774
1	LYD	LIBYAN DINAR	26.9920	27.1303
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3274	3.3377
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.5221	178.5221

Quels seront les prochains groupes à dépasser les 1.000 milliards \$ en bourse?

Berkshire Hathaway, la société de Warren Buffett, a été la première société américaine "non tech" à franchir cette barre symbolique, fin août. Plusieurs entreprises pourraient la rejoindre dans quelques mois, selon les projections de bestbrokers.com. Fin août, la hiérarchie boursière mondiale a quelque peu été bouleversée. Berkshire Hathaway, le conglomérat de Warren Buffet, a franchi le cap symbolique des 1.000 milliards de dollars de capitalisation boursière, soit la valeur de l'ensemble des actions de la société. Un beau cadeau pour les 94 printemps du milliardaire américain (il est né le 30 août), qui a vu sa société rejoindre ce club très select, celui des entreprises qui ont crevé

un jour le plafond des 1.000 milliards de dollars de valorisation boursière.

Un franchissement plus tôt que prévu

Ce club des "1.000 milliards" est actuellement composé de groupes de la tech américaine, à l'exception de la major pétrolière Saudi Aramco. L'atteinte d'un tel poids en Bourse est donc un événement à part entière pour Berkshire Hathaway, puisqu'il s'agit de la première entreprise américaine "non tech" à briser ce plafond symbolique. Il faut dire Berkshire Hathaway est en grande forme à Wall Street et se permet même de tenir la dragée haute à certains cadors de la cote américaine. Ses actions de classe B

affichaient à fin août des gains de 30% depuis le début de l'année. Aussi, ce franchissement de seuil était plus rapide qu'anticipé par les experts du site Bestbrokers.com, qui voyaient Berkshire Hathaway crever ce plafond à la fin du mois de janvier 2025. "Les investisseurs se sont peut-être tournés vers Berkshire pour se protéger contre les baisses au cas où le rallye technologique s'essoufflerait, ou bien ils ont cherché à s'exposer au commerce de l'intelligence artificielle par le biais de la participation de Berkshire dans Apple", explique Gregory Warren, stratège chez Morningstar. Depuis, la société est retournée sous la barre des 1.000 milliards de dollars de capitalisation mais reste tou-

jours au contact de ce seuil, avec une capitalisation de 984,29 milliards de dollars. Il n'est pas exclu que le conglomérat refranchisse à nouveau ce plafond, avant peut-être de le verrouiller définitivement.

A qui le tour?

Après Berkshire Hathaway, quelle entreprise sera amenée à réaliser cet exploit? Les experts de Bestbrokers.com ont mis à jour leurs projections, avec une précision chirurgicale. Eli Lilly serait, selon eux, la prochaine entreprise à rallier ce cap symbolique, le 15 janvier 2025. Pour s'avancer sur un tel calendrier, le site retient l'hypothèse selon laquelle l'action continuera de progres-

ser à un rythme moyen de 48,99% par an, en partant d'une capitalisation boursière de 864,43 milliards de dollars au 3 septembre 2024. Pour établir ses projections et arriver à de telles conclusions, le site a passé au crible les 50 plus grosses capitalisations boursières mondiales au 3 septembre 2024, en s'appuyant sur les données de companiesmarketcap.com. Puis, les experts de Bestbrokers, ont calculé la progression de la capitalisation boursière de chaque entreprise entre 2022 et septembre 2024, puis ont établi une moyenne annuelle. Enfin, ils ont appliqué ce taux de croissance moyen à la capitalisation boursière de chaque entreprise, au 3 septembre 2024.

APRÈS DES SEMAINES D'INCERTITUDE

La France se dote d'un nouveau gouvernement

Plus de deux semaines après la nomination de Michel Barnier à Matignon, l'Elysée a dévoilé samedi la composition du nouveau gouvernement, une formation de 34 ministres et cinq secrétaires d'Etat où le camp présidentiel emporte l'avantage face à la Droite républicaine qui s'assure toutefois des portefeuilles de premier plan.

Seule "prise" notable à gauche au sein d'une équipe droitière, et premier cité dans l'ordre protocolaire, l'ex-socialiste Didier Migaud, 72 ans, ancien premier président de la Cour des comptes et président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, est nommé au ministère de la Justice en remplacement d'Eric Dupond-Moretti. Le ministère de l'Intérieur échoit au sénateur de Vendée (Les Républicains) Bruno Retailleau, figure de la droite conservatrice prônant une politique de fermeté en matière d'immigration, qui, à 63 ans, exerce ses premières fonctions ministérielles. Le ministre sortant Gérald Darmanin (ex-LR), qui convoitait le ministère des Affaires étrangères, est remercié. C'est le ministre démissionnaire des Affaires européennes, le MoDem Jean-Noël Barrot, qui hérite du Quai d'Orsay. Le député de la Haute-Loire Laurent Wauquiez, chef de file des 47 députés de la Droite républicaine, a décliné le ministère de l'Economie et des Finances alors qu'il brigait la Place Beauvau, a-t-on confirmé de sources LR.

Un trentenaire à bercy

Les rênes de Bercy sont confiés au député (Ensemble pour la République, EPR) Antoine Armand, 33 ans, président de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, qui dirigera le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Un autre "macroniste", Laurent Saint-Martin, est nommé ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics. Outre l'Intérieur, les Républicains s'adjugent

l'Agriculture (Annie Genevard) et l'Enseignement supérieur (Patrick Hetzel), deux ministères de plein exercice, ainsi que des ministères délégués ou des secrétariats d'Etat. Laurence Garnier, un temps citée à la Famille mais contestée pour ses prises de position sur le mariage pour tous ou l'interruption volontaire de grossesse, est finalement chargée de la Consommation. Dans le camp macroniste, outre Antoine Armand et Laurent Saint-Martin, la députée Anne Genetet est nommée à l'Education nationale, Agnès Pannier-Runacher retrouve un poste de plein exercice à la Transition écologique, à l'Energie et au Climat et Astrid Panosyan-Bouvet devient ministre du Travail, tandis que l'ex-LR Catherine Vautrin (étiquetée EPR) devient ministre des Territoires et de la décentralisation. Chez les centristes, l'ancienne ministre (MoDem) Geneviève Darrieussecq sera chargée de la Santé. La députée UDI du Nord Valérie Létard, proche de Jean-Louis Borloo, est nommée au Logement. Rachida Dati (ex-LR étiquetée EPR) conserve la Culture, Sébastien Lecornu (ex-LR) est maintenu aux Armées.

Une assise politique fragile

Résumant par avance l'état d'esprit dans les rangs de l'opposition de gauche, mais aussi d'une partie de la "Macronie", l'ancien président François Hollande, aujourd'hui député NFP, a commenté vendredi alors que les noms des ministres commençaient à circuler : "Pourquoi y a-t-il eu une dissolution si c'est pour avoir à peu près les mêmes, plus à droite encore ?".

Lors de la nomination de l'ex-négociateur du Brexit à Matignon, le 5 septembre, Emmanuel Macron avait plaidé auprès du nouveau Premier ministre (issu de LR) pour le rassemblement le plus large possible au sein de l'équipe gouvernementale. Après deux semaines d'après tractations et des refus en cascade de personnalités de gauche, l'équilibre politique demandé, au prix de frictions dans la "coexistence exigeante" du couple exécutif, épouse finalement - et paradoxalement - l'architecture de l'ancienne majorité battue aux élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. Un scrutin consécutif à la dissolution décidée par Emmanuel Macron qui a porté aux avant-postes la coalition de gauche du Nouveau front populaire. Avec 193 députés, le NPF revendiquait la charge de former un gouvernement sous l'égide de Lucie Castets, option écartée par le chef de l'Etat. La répartition des postes gouvernementaux est censée refléter les forces en présence au sein de la galaxie macro-compatible : EPR comptait 97 élus à l'Assemblée nationale (mais la députée Sophie Errante a annoncé vendredi son départ du groupe), LR 47, le MoDem (Les Démocrates) 36 élus, Horizons 33 députés. Un étiage fragile qui, en incluant les 22 élus Liot (Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires), assurerait à Michel Barnier une majorité relative de 235 députés, loin des 289 requis pour la majorité absolue. Le Premier ministre, dont la déclaration de politique générale devrait intervenir le 1er octobre, a déclaré jeudi que son gouvernement oeuvrerait notamment à "améliorer la vie des Français", à "garantir la sécurité", à "maîtriser l'immigration", et à "maîtriser nos finances publiques".

ETATS-UNIS

La chambre des représentants échoue à prolonger le budget, risque de «shutdown»

Les élus de la Chambre des représentants se sont opposés ce mercredi 18 septembre à une prolongation temporaire du budget jusqu'en mars 2025, soit après la prise de fonction du candidat élu à la présidentielle du 5 novembre. La Chambre des représentants a retourné ce mercredi 18 septembre la prolongation de six mois du budget du gouvernement américain, faisant courir le risque d'une paralysie de l'Etat fédéral avant l'élection de novembre, sur fond de dissensions au sein du Parti républicain. Le budget 2025 doit être adopté par le

Congrès d'ici fin septembre (fin de l'exercice fiscal) pour que l'ensemble des services restent financés. Autrement, ce serait le "shutdown": des millions de fonctionnaires au chômage technique, certaines aides alimentaires suspendues, le trafic aérien perturbé, entre autres. Plus d'une dizaine de républicains se sont ainsi joints aux démocrates pour s'opposer à la proposition de prolongation de leur parti, privant ce dernier de sa courte majorité à la Chambre. Un autre texte législatif, le "Save Act", avait été adjoint à la proposition sous pression de Donald Trump. Il exigeait

que les électeurs apportent une preuve de citoyenneté lors de l'inscription sur les listes électorales pour les élections fédérales. Avant le vote mercredi, Donald Trump a déclaré sur son réseau Truth Social que "si les républicains n'obtenaient pas le SAVE Act dans son intégralité, ils ne devraient pas accepter" la prolongation du budget. Il avait déjà menacé de provoquer un "shutdown" si cette mesure n'était pas adoptée. L'administration Biden s'y oppose, soulignant que le vote des non-citoyens est déjà illégal et qu'il n'y a aucune preuve que les migrants sans

papiers participent aux élections. Au moins 10 républicains s'étaient prononcés contre la proposition la semaine dernière et le vote avait été repoussé pour trouver un accord au sein du parti. L'élue démocrate Rosa DeLauro, à la tête de la commission parlementaire dédiée au budget fédéral, a dénoncé ce mercredi dans un communiqué l'attitude des républicains qui "ont failli à l'une de leurs tâches les plus simples". "Il nous reste sept jours ouverts pour garder le gouvernement en fonctionnement", a-t-elle ajouté.

TCHÈQUE

Le gouvernement tchèque annonce développer de petits réacteurs nucléaires avec Rolls-Royce

Le premier réacteur nucléaire modulaire (SMR) tchèque devrait voir le jour dans la première moitié des années 2030. Au total, 10 SMR sont prévus d'ici 2050. Le gouvernement tchèque a annoncé mercredi son feu vert au choix par le groupe énergétique public CEZ de la société britannique Rolls-Royce comme partenaire pour développer de petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR). "Le gouvernement a reconnu et approuvé le partenariat avec

Rolls-Royce SMR", a déclaré à la presse le Premier ministre Petr Fiala. CEZ avait indiqué le 10 septembre que son choix serait connu avant la fin 2024. Son porte-parole Ladislav Kriz avait alors précisé qu'il se ferait entre le géant américain Westinghouse, l'américano-japonais GE Hitachi et le britannique Rolls-Royce, le français EDF "également en lice", s'étant "retiré en janvier" car il a "décidé de changer de technologie". CEZ avait mentionné prévoir d'installer

jusqu'à 10 petits réacteurs modulaires d'ici 2050. Prague ne veut pas acheter des SMR mais permettre aux entreprises tchèques de les développer et de les produire, a-t-il ajouté. "C'est ce que permet la coopération stratégique avec Rolls-Royce", a déclaré M. Fiala, ajoutant que le premier SMR tchèque pourrait être construit dans la première moitié des années 2030. Le groupe tchèque, qui exploite les centrales nucléaires de Temelin et de Dukovany dans le sud du pays,

avait annoncé l'an dernier qu'il prévoyait de lancer son premier SMR à Temelin en 2032. Par rapport aux réacteurs nucléaires conventionnels, les SMR sont relativement simples à construire, car leurs systèmes et leurs composants peuvent être assemblés en usine et transportés en tant qu'unité complète sur un site pour y être installés. Ils sont également plus abordables que les réacteurs de grande puissance et présentent un faible risque d'accident grave.

CANADA

La Banque abaisse le taux directeur de 25 points de base pour le faire passer à 4¼ %

La Banque du Canada a annoncé qu'elle abaisse le taux cible du financement à un jour pour le faire passer à 4¼ %. Le taux officiel d'es-compte s'établit à 4½ %, et le taux de rémunération des dépôts, à 4¼ %. De même, la Banque poursuit sa politique de normalisation du bilan. L'économie mondiale a progressé à un rythme d'environ 2½ % au deuxième trimestre, ce qui cadre avec la projection du Rapport sur la politique monétaire publié par la Banque en juillet. Aux États-Unis, l'expansion économique a été plus forte que prévu, portée surtout par la consommation, mais le marché du travail a ralenti. Dans la zone euro, le tourisme et d'autres services ont stimulé la croissance, alors que l'activité dans le secteur manufacturier a été faible. L'inflation continue de se modérer dans ces deux régions. En Chine, la faiblesse de la demande intérieure a pesé sur la croissance économique. Les conditions financières mondiales se sont encore assouplies depuis juillet, les rendements des obligations ayant diminué. Le dollar canadien s'est légèrement apprécié, ce qui reflète surtout la baisse du dollar américain. Les prix du pétrole s'établissent sous les niveaux postés dans le Rapport de juillet. Au Canada, l'économie a affiché une croissance de 2,1 % au deuxième trimestre, une progression tirée par les dépenses publiques et les investissements des entreprises. Ce chiffre est légèrement supérieur à la prévision de juillet, mais certains indicateurs préliminaires donnent à penser que l'activité économique aurait peu progressé en juin et juillet. Le marché du travail continue de ralentir, l'emploi ayant peu varié ces derniers mois. La croissance des salaires reste cependant élevée par rapport à celle de la productivité.

Lamborghini Countach, le monument sans trophée



Dans l'imaginaire collectif, elle détient tous les records. Pourtant, la Lamborghini Countach, qui fête cette année ses 50 ans, n'en a officiellement jamais battu aucun, sauf celui de la notoriété et celui de l'auto la plus emblématique de la sportivité italienne. On a beau chercher, lire et relire les listes des autos de série les plus rapides de la planète qui pullulent sur web, elle n'y figure pas. On y retrouve bien la Lamborghini Miura, mesurée en 1966 à 275 km/h en 1966, ainsi que la Diablo, chronométrée à 327 km/h en 1990, mais de Countach point. Celle que l'on imaginait taillée pour ce type de record n'en a donc récolté aucun. Comme quoi on peut parfaitement figurer au sommet du Panthéon de l'automobile sans s'abaisser à rivaliser avec des vitesses maximums qui ne sont pas le critère ultime pour entrer dans l'histoire de l'automobile.

Un nom de patois piémontais

Un Panthéon dont les concepteurs de l'auto ne rêvaient pas, surtout pas en la baptisant "Countach", ce qui dans le patois Piémontais signifie « fabuleux » mais que personne, en dehors de ces montagnes italiennes, n'a jamais entendu prononcer. La légende veut que ce soit Giovanni Bertone en personne qui se soit exclamé "countach", lorsque son collaborateur Marcello Gandini lui a dévoilé le prototype de l'auto. Mais pour un temps, elle se contentera de se prénommer LP 500 et c'est ainsi qu'elle apparaît lors de la présentation de son concept, au salon de Genève de mars 1971. Et en cette fin d'hiver helvète, le hall où elle a été dévoilée s'est soudainement réchauffé. Jamais on n'avait vu une telle révolution stylistique.

Et pour cause. Quand l'ingénieur Paolo Stanzani, véritable numéro 2 de Lamborghini a déboulé dans le bureau de Gandini chez Bertone en 1970, il est clair : il veut du jamais vu, un dessin qui n'a rien à voir avec le (magnifique) classicisme de la Miura. Rien à voir non plus avec la (remarquable) sagesse de la Jarama. Du jamais vu, Gandini va lui en donner, avec des arêtes et des lignes tendues qui vont influencer sur toute l'industrie automobile des dix ans à venir.

Après l'incroyable accueil genevois de la LP 500, la décision est prise à Sant'Agata : l'auto sera commercialisée, elle s'appellera Countach et c'est au tour des ingénieurs de se mettre au travail. Si le concept car s'appelait LP 500, c'est parce que son moteur V12 jaugeait cinq litres et était placé en position « Longitudinale Posteriore » (en longueur à l'arrière), la version de série sera toujours dans la même position, mais son V12 sera abaissé à 4 L, d'où le nom de la première génération : la Countach LP 400, apparue en 1974.

Une réinterprétation reniée

Pour les puristes, et pour Marcello Gandini, qui a plus ou moins renié les générations suivantes, et surtout sa réinterprétation effectuée par Lamborghini en 2021, la LP 400 est la seule qui vaille. D'autant que cette première Countach n'a pas seulement révolutionné le style, mais elle a aussi chamboulé la maison Lambo qui a décidé de ne rien sous traiter.

La carrosserie en alu était fabriquée en interne, et même la sellerie en cuir était assemblée à l'usine. Et bien lui en a pris : en 16 ans d'existence de l'auto, 2 042 d'entre elles ont quitté Sant'Agata. C'est peu pour l'industrie automobile, c'est beaucoup pour une supercar capable d'atteindre 301 km/h, sans que personne ne soit jamais allé vérifier ce chiffre.

La Countach fut donc un succès. Mais pas un triomphe suffisant pour maintenir l'entreprise à flot et en 1987, la maison Lamborghini est rachetée par Chrysler pour 33 millions de dollars. Très fier de son acquisition, Lee Iacocca, le bouillant patron du groupe américain, expliquait à qui veut l'entendre qu'il aimait tant la Countach qu'il a racheté l'entreprise qui va avec. Mais s'il aimait l'auto, ça ne l'a pas empêché d'offrir un prix dérisoire pour racheter l'entreprise.

Les Chinois à l'offensive sur les utilitaires

Les constructeurs chinois se lancent sur le marché européen des utilitaires avec des véhicules électriques et innovants. Deux nouveaux véhicules signés BYD et Gecko sont annoncés pour l'année prochaine.



BYD ne fait pas que des voitures. Ce constructeur chinois produit également des camions de toutes tailles ainsi que des utilitaires... comme ce E-Vali qui vient de faire sa première apparition mondiale au salon de Hanovre en Allemagne. Ce grand fourgon totalement électrique se lancera à la conquête de l'Europe dès l'an prochain et sera en concurrence directe et frontale avec les Renault Master et autres grands fourgons électriques. Deux modèles de ce E-Vali seront proposés. Le premier, d'un PTAC de 3,5 tonnes, affiche une longueur de 6 mètres, une hauteur proche des 2,80 mètres et une largeur de 2,09 m. Le volume utile est de 13,9 m³ et une charge utile de 700 kg. Le second, d'un PTAC de 4,25 tonnes, flirte avec les 7 mètres de long pour les mêmes largeurs et hauteurs que le modèle standard. Son volume utile est de 17,9 m³ et la charge utile est de 1 450 kilos. Véhicule électrique, le E-Vali dispose d'une batterie de 80,64 kWh et développe une puissance moteur de 100 ou 150 kW. Le constructeur chinois annonce une



autonomie de 220 à 250 kilomètres selon la version. La vitesse est limitée à 90 km/h pour le premier modèle et à 120 km/h pour le modèle long. À l'heure actuelle, les dates précises de lancement et les tarifs n'ont pas été communiqués.

Le fourgon Gecko à 34 999 € HT

Autre constructeur chinois à faire son entrée sur le marché européen,

Gecko qui a également profité du salon de Hanovre pour présenter le Magic Way. Ce véhicule totalement électrique sera lancé dès le deuxième trimestre 2025 en version fourgon ainsi qu'en châssis cabine ; permettant de nombreuses adaptations et transformations. Le fourgon sera décliné en deux longueurs, L1 à 5 mètres et L2 à 5,40 m, et trois hauteurs H1 à 1,98 m, H2 à 2,18 m et H3 à 2,48 m. Ces dimensions apporteront des volumes utiles allant de 7,2 m³ pour le L1H1 à 11,1 m³ pour le L2H3. La charge utile sera au maximum de 1787 kilos. Tous les fourgons auront un PTAC de 3,5 tonnes.

Le Magic Way sera disponible avec des batteries d'une capacité de 83 kWh apportant environ 500 kilomètres d'autonomie selon les annonces faites par le constructeur. Ce véhicule sera également proposé avec un prolongateur autonomie (Extended Range) en option qui porte l'autonomie à un peu moins de 1000 kilomètres en cycle urbain WLTP, toujours selon Gecko. Un mot sur les prix, plutôt attractifs. Le fourgon Magic Way sera commercialisé à partir de 34 999 € HT et le châssis cabine à partir de 32 999 € HT.



Microsoft relance la centrale nucléaire la plus controversée des États-Unis

Microsoft vient de passer un accord avec la société américaine Constellation Energy portant sur la fourniture d'électricité d'origine nucléaire. Et ce n'est pas n'importe quelle centrale qui la lui fournira !

La question de l'énergie est de plus en plus centrale pour les géants de la tech, et ce, surtout à l'époque du développement de l'IA, qui affiche des besoins en énergie exceptionnellement élevés pour le fonctionnement de ses data centers. C'est d'ailleurs pour cette raison que Microsoft avait annoncé au printemps dernier un investissement extrêmement massif de 4 milliards d'euros en France, pays dont le parc nucléaire a séduit la firme de Bill Gates. Et cette énergie intéresse Microsoft aussi aux États-Unis, au point de relancer une centrale avec une histoire... particulière !

Three Mile Island, le pire accident nucléaire ayant eu lieu aux États-Unis

Vous connaissez évidemment tous Tchernobyl, cette centrale ukrainienne qui a subi l'accident nucléaire le plus grave de notre histoire. Mais saviez-vous qu'une décennie auparavant, une centrale américaine, Three Mile Island, située en Pennsylvanie, n'était pas passée loin de vivre un scénario catastrophe elle aussi ? En effet, le 28 mars 1979, le cœur d'un des réacteurs de cette centrale avait en partie fondu, au point que 20% de ce même cœur avait coulé au fond de la cuve. Cet accident, le plus grave dans l'histoire des États-Unis, est classé niveau 5 dans l'échelle internationale des événements (Tchernobyl et Fukushima étant au niveau 7). Il avait eu un tel retentissement que l'administration américaine avait, à sa suite, décidé d'arrêter de construire des



centrales nucléaires. Et c'est cette centrale qui va être relancée grâce à Microsoft.

Microsoft veut décarboner une énergie dont elle a de plus en plus besoin

Le géant américain a ainsi passé un contrat de fourniture d'électricité pour une durée de vingt ans. Et avec celui-ci, la

centrale, qui avait fermé ses portes en 2019, va pouvoir relancer une unité de Three Mile Island.

L'objectif de la firme de Redmond est de pouvoir bénéficier d'une énergie non carbonée, et ce, alors que le groupe américain s'est fortement éloigné de ses engagements en la matière depuis l'explosion de l'IA. Alors que Microsoft souhaite

atteindre un statut carbone négatif (soit absorber plus de CO₂ qu'elle n'en émet), la firme avait en 2023, à cause de ses data centers, vu ses émissions en CO₂ augmenter de 29,1% par rapport à l'année précédente. Le nucléaire va-t-il alors devenir indispensable pour le partenaire d'OpenAI ?

L'arrestation de Pavel Durov porterait ses fruits



L'arrestation du patron de Telegram Pavel Durov avait pour origine son manque de coopération avec la justice. Il semble que les choses aient beaucoup changé depuis. Le milliardaire franco-russe avait été arrêté le mois dernier par la justice française, au sortir de son jet privé, à l'aéroport du Bourget. La cause de cette interpellation extrêmement médiatique était l'absence de coopération avec les demandes émises par

les justices des différentes nations de la planète. Mais depuis que l'homme d'affaires de 39 ans a subi une garde à vue de plus de 80 heures, et reste en France astreint à un régime de liberté conditionnelle, les choses ont bougé.

Telegram se met à coopérer avec les autorités

Comment va Pavel Durov ? Pour ceux qui l'ont oublié, le fondateur de Tele-

gram avait été arrêté à la fin du mois dernier, et a toujours interdiction de quitter le territoire. Selon des informations du Figaro, il respecterait strictement son contrôle judiciaire, et surtout, coopérerait étroitement avec la justice française.

Alors qu'il développait une philosophie de distance avec les demandes étatiques, il a ces dernières semaines changé d'approche (ce qui s'entend !).

La modération du Telegram a ainsi été musclée, et surtout, des données (telles que les adresses IP d'utilisateurs) ont été partagées avec les autorités, dans les affaires de crime organisé.

D'autres pays profitent de la procédure française contre Pavel Durov

Et cette bonne volonté va au-delà des seules affaires traitées par la justice française. En effet, tous les pays de l'UE appartenant à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale, Eurojust, peuvent bénéficier de cette coopération de Telegram. Un pays membre a ainsi pu obtenir des informations en lien avec un groupe Telegram qui avait commandité une centaine d'assassinats. Et même au-delà du Vieux Continent, d'autres pays se manifestent pour bénéficier de cette nouvelle ère sur Telegram. Une grande puissance internationale aurait, toujours selon Le Figaro, approché la France pour pouvoir faire avancer ses demandes, alors que des pays aussi lointain que la Corée du Sud se sont manifestés auprès des autorités hexagonales. Au total, la justice française a recensé près de 10 000 procédures judiciaires requérant la coopération de Telegram. Une nouvelle époque ?

Mots fléchés

Ultérieur	↓	Culte rendu à Dieu	↓	Fléchie	↓	Avion à réaction	↓	Délaissées	↓	Pendant la révolution	↓	Propage	↓
Bateliers		Refuse d'admettre		Ruineuse		Descendant de		Reliquat		était phrygien		Encaissées	
	→		↓		↓		↓		↓	Division de couronne	→		↓
Nostal-giques de Sion	→									Plat traditionnel du Vietnam	→		
Mesurées du bois										Êtres			
	→						Elle peut-être tenante	→					
Ligne d'intersec-tion de deux plats		Mot de bambin	→				Elle peut devenir cancéreuse	→					
	→				Marchande	Cochonnerie	→						Secrétée par un mollusque
Action de remettre à sa place		Insecte noir	→		↓		Originaires	→			Sur une plaque espagnole	→	
		Hypothèse					Commune de la Mayenne				Copie de Jules César et de Marc Antoine		↓
	→		↓			Saison	↓			Solitaire		Vieux continent	
Boîtes électo-rales	→					Il porte un sabot		Assaison-ner	→				
Volonté													
	→			Le plus haut col de France	Atomes	→				Abandonné	→		
Occupé		Sous-préfecture de l'Isère	→					Marque sportive	→				
	↓	Bateau ivre (Arthur)						Erbium					
				Elle sépare la Grèce de la Turquie	→				Facteur de croissance	→			Assimilé au Mars romain
									Éjecté hors de soi				↓
Célèbre orateur grec	→				Base de l'imposition		Racolage en argot	→					
Chef musulman							Arrose Innsbruck						
	→			Prénom arabe	→			Balancés	→				
								Royaume médiéval					
Long rouleau de plumes	→			Champion de Formule 1 (Ayrton)	→								
Ville festivalière				Levant						Roue à gorge		Éclotions	
	→												
						Irisées	→						
Simple d'esprit		Cité engloutie		Terre d'argile ocreuse	→			Un sens	→			Sous-préfecture du Jura	
	↓			Pays de Proche Orient				Transpirée					Commune de l'Orne
							Laitue, batavia, frisée, scarole	→					↓
							Fluide gazeux						↓
Baryum		Samarium	→		Génisse de l'ouest de la France	→				Nous connaissons son pas	→		
	↓	Ante meridiem			576 mètres en Chine					Dedans			
			Dédaigneux	→					Pronom personnel	→			
Sophistiquée	→								Flleuve écossais	→			

Le continent africain pourrait augmenter son produit intérieur brut (PIB) de 24 milliards de dollars par an et créer 2,3 millions d'emplois supplémentaires en se positionnant sur les segments en aval des chaînes de valeur des minerais de transition, comme la conception, la fabrication et la commercialisation des technologies d'énergies renouvelables, selon un rapport publié par le réseau mondial d'organisations de la société civile Publish What You Pay (PWYP). Le document précise que le continent abrite plus de 40 % des minerais nécessaires à la transition énergétique mondiale tels que le cuivre, le lithium et le nickel.



CONSACRÉE À L'EXAMEN
DE PLUSIEURS DOSSIERS

Tebboune préside
une réunion du
Conseil des
ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un exposé commun sur les conséquences des récentes intempéries et à des exposés concernant la rentrée scolaire, universitaire et sociale, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un exposé commun sur les conséquences des récentes intempéries et à des exposés concernant la rentrée scolaire, universitaire et sociale», lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

ORAN

Inauguration à Aïn El
Bia d'un complexe
scolaire réalisé par
Sonatrach

Un complexe scolaire, réalisé par le Groupe Sonatrach, a été inauguré, dimanche dans la commune d'Aïn El Bia (zone Chehairia - wilaya d'Oran) à l'occasion de la rentrée scolaire 2024/2025, indique un communiqué du Groupe public. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée sous la supervision du wali d'Oran, du secrétaire général du groupe Sonatrach, et du président-directeur général (PDG) de l'Entreprise nationale de génie civil et bâtiment (ENGCB - filiale de Sonatrach). Financé par Sonatrach, ce projet a fait l'objet d'une convention d'investissement social, signée le 13 juillet 2023 entre le Groupe et la Wilaya d'Oran, suite à quoi, le Groupe public avait confié les travaux de réalisation du complexe scolaire à sa filiale, l'ENGCB. Cette nouvelle structure, qui s'étend sur une superficie de 7.500 m2 avec une capacité d'accueil de 360 élèves, compte un pavillon pédagogique avec 12 salles, une salle d'informatique et une salle de lecture, ainsi qu'un pavillon administratif, une cantine scolaire pouvant accueillir 250 élèves, un terrain de sport, une cour de récréation et un espace vert.

SOMMET DE L'AVENIR À NEW YORK

Attaf représente le président de la
République à la séance d'ouverture

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a pris part, dimanche à New York, à la séance d'ouverture du Sommet de l'avenir, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère. "Représentant le président de la République, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a pris part, ce matin au siège des Nations Unies à New York, à la séance d'ouverture du Sommet de l'avenir", lit-on dans le communiqué. Ce sommet qui se tient dimanche et lundi est consacré à "l'examen des moyens de renforcer le système multilatéral et des perspectives de consolidation de la coopération internationale dans cinq domaines clés : le développement durable, la paix et la sécurité internationales, la coopération scientifique et technologique, les droits des générations futures, et la réforme du système de gouvernance mondiale dans ses volets politique et économique", précise la même source. Selon le communiqué, le ministre Ahmed Attaf prononcera une allocution lors de la réunion plénière de ce sommet et participera à

un dialogue interactif sur "le renforcement du multilatéralisme au service de la paix et de la sécurité internationales". Lors de ce sommet, les Etats membres de l'ONU se sont engagés dimanche dans un "Pacte pour l'avenir" à dessiner "un avenir meilleur" pour l'humanité éprouvée par les guerres, la misère et le réchauffement climatique, selon des médias. Le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres avait lancé en 2021 l'idée de ce "Sommet de l'avenir" présenté comme une "occasion unique" de changer le cours de l'Histoire de l'humanité, ont rapporté ces médias. En prélude à l'Assemblée générale de l'ONU à partir de mardi, des dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus di-

manche et lundi pour ce Sommet. Dans le Pacte, les dirigeants s'engagent à renforcer le système multilatéral "pour suivre le rythme d'un monde qui change", "protéger les besoins et les intérêts des générations actuelles et futures" menacées par des "crises continues". Le Pacte présente sur plus de 20 pages 56 "actions" dans des domaines allant de l'importance du multilatéralisme au respect de la charte de l'ONU et au maintien de la paix, de la réforme des institutions financières internationales à celle du Conseil de sécurité de l'ONU, ou encore la lutte contre le changement climatique, le désarmement et le développement de l'intelligence artificielle.

PARLEMENT

Ouverture lundi de la session ordinaire 2024-2025

La session ordinaire 2024-2025 des deux chambres du Parlement s'ouvrira lundi, indique dimanche un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). La séance d'ouverture débutera au siège de l'Assemblée populaire nationale à 09h00, sous la présidence de M. Brahim Boughali, président de l'Assemblée, précise la même source. L'ouverture de cette session ordinaire intervient conformément aux dispositions de l'article 138 de la Constitution et de l'article 5 de la loi organique 16-12 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement.

SIDI BEL ABBES

Hausse du niveau d'eau de l'oued Mekerra
et fermeture de la RN 13

La route nationale RN 3 a été fermée à la circulation, dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, à cause de la hausse du niveau d'eau de l'oued Mekerra, suite aux fortes pluies enregistrées dans la région, ces dernières 24 heures, a-t-on appris auprès des services

de la Protection civile. La cellule d'information et de communication a souligné que le trafic routier est fermé au niveau de la RN 13 entre les communes de Sidi Brahim et Sidi Bel Abbes, dans les deux sens, en raison du débordement de l'eau de l'oued Mekerra, qui

enregistre une hausse du débit suite aux dernières intempéries. La même source a précisé que les éléments de la Protection civile sont mobilisés sur place pour procéder aux opérations de pompage des eaux et suivre de près la situation au niveau de certains

points par lesquels passe le cours de l'oued, précisant que l'opération se poursuit sous la supervision du directeur de wilaya de la Protection civile, Gassoum Abdel-fettah, pour gérer la situation et éviter toute urgence, en présence des autorités locales

SIDI BEL ABBES

Hausse du niveau d'eau de l'oued Mekerra
et fermeture de la RN 13

La route nationale RN 3 a été fermée à la circulation, dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, à cause de la hausse du niveau d'eau de l'oued Mekerra, suite aux fortes pluies enregistrées dans la région, ces dernières 24 heures, a-t-on appris auprès des services

de la Protection civile. La cellule d'information et de communication a souligné que le trafic routier est fermé au niveau de la RN 13 entre les communes de Sidi Brahim et Sidi Bel Abbes, dans les deux sens, en raison du débordement de l'eau de l'oued Mekerra, qui

enregistre une hausse du débit suite aux dernières intempéries. La même source a précisé que les éléments de la Protection civile sont mobilisés sur place pour procéder aux opérations de pompage des eaux et suivre de près la situation au niveau de certains

points par lesquels passe le cours de l'oued, précisant que l'opération se poursuit sous la supervision du directeur de wilaya de la Protection civile, Gassoum Abdel-fettah, pour gérer la situation et éviter toute urgence, en présence des autorités locales

EN PARTENARIAT AVEC LE GROUPE AUTOMOBILE STELLANTIS

L'USTO lance un master en management des unités de production

A l'occasion de l'année universitaire 2024-2025, l'Institut des Sciences et Techniques Appliquées (ISTA) de l'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran-Mohamed Boudiaf (USTO-MB) lance le premier Master en alternance en « Management des Unités de Production », en partenariat avec Stellantis, a indiqué le groupe automobile dans un communiqué rendu public hier. C'est une initiative pionnière en Algérie, indique-t-il, qui « marque un jalon important dans la mission académique de l'ISTA USTO-MB », et témoigne de son engagement dans le développement

des compétences de l'industrie automobile. La création de cette spécialité pour l'année universitaire 2024-2025 s'inscrit dans la continuité de plusieurs accords de partenariat. Une première convention a été signée entre l'usine Fiat de Tafraoui et l'USTO-MB, suivie en 2023 par un accord tripartite incluant Stellantis, ajoute le communiqué. Ce partenariat avaient déjà permis, dès l'année universitaire 2022-2023, le lancement d'une licence professionnelle en Management des Unités de Production à l'ISTA de l'USTO-MB. Ce programme, destiné à former des chefs d'unités de production, a posé

les bases de cette nouvelle étape académique, renforçant ainsi l'engagement de toutes les parties dans l'essor du secteur, précise la même source. « Chez Stellantis, nous sommes convaincus que l'avenir de l'automobile en Algérie passe principalement par la formation des talents. Ce partenariat avec l'USTO-MB en est une étape clé qui renforcera l'écosystème. Nous sommes fiers de contribuer à cette initiative qui prépare les futurs leaders de notre secteur et soutient le développement économique du pays », a déclaré Raoui Beji, Président-Directeur Général de Stellantis El Djazair. « Le partenariat

entre l'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran – Mohamed Boudiaf (USTO-MB) et Stellantis à travers Fiat El Djazair pour le Master en alternance constitue une opportunité unique d'allier théorie et pratique. Cette collaboration stratégique avec un acteur majeur du secteur automobile renforce la pertinence et l'attractivité de notre programme. Intégré au réseau thématique. Ce programme génère une synergie naturelle avec notre formation professionnalisante en alternance », s'est félicité le Pr Ahmed Hamou, Recteur de l'USTO-MB.

R E.